



CENTRE CANADIEN D'ÉTUDE
ET DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE
160, rue Saint-Joseph Est
Québec (Québec) CANADA G1K
3A7
Tél.: (418) 523-6552
Télec.: (418) 523-7525
C.élec.: lmasselin@ceci.ca,
anyckd@ceci.ca

Mesure de la pauvreté : Un cadre conceptuel

**Louis-Marie Asselin
Anyck Dauphin**

Direction Études et Formation

Octobre 2000

La production de ce document a bénéficié de l'appui financier du programme de recherche sur les Impacts Microéconomiques des Politiques Macro-économiques (MIMAP) du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI).

Table des matières

<u>Partie I : La pauvreté, une question d'équité</u>	2
<u>Considérations de base</u>	2
<u>Une école traditionnelle</u>	3
<u>Une réaction pragmatique et humanitaire à l'utilitarisme</u>	5
<u>Une réaction théorique et humaniste à l'utilitarisme</u>	8
<u>Une théorie spécifique de contrat social</u>	9
<u>Un ajustement et un complément à Justice comme Équité</u>	13
<u>Conclusion</u>	17
<u>Partie II : Le concept de pauvreté</u>	19
<u>L'école welfarist</u>	20
<u>L'école des besoins de base</u>	20
<u>L'école des capacités</u>	22
<u>Comparaison et critique des divers concepts de pauvreté</u>	24
<u>Partie III : Indicateurs de pauvreté</u>	27
<u>Définition</u>	27
<u>Caractéristiques</u>	27
<u>Les indicateurs privilégiés par les différentes écoles</u>	29
<u>Un tableau d'indicateurs</u>	30
<u>Références</u>	31
<u>Appendice – Un tableau d'indicateurs de pauvreté</u>	32
<u>Niveau individuel</u>	33
<u>Niveau du ménage</u>	35
<u>Niveau communautaire</u>	38
<u>Niveau régional</u>	40
<u>Niveau du pays</u>	43

Mesure de la pauvreté :

Un cadre conceptuel

Partie I : La pauvreté, une question d'équité

Considérations de base

Le concept de pauvreté prend son origine en éthique sociale, que l'on peut voir comme une partie centrale de la philosophie politique, elle-même ce domaine de la pensée philosophique qui cherche à formuler une théorie de l'arrangement social. Si l'on veut établir un lien avec des sujets plus familiers de la théorie économique, on peut dire que ce domaine de la recherche philosophique appartient aux fondements de la théorie du choix social. L'éthique sociale a aussi des racines profondes avec le domaine plus large de la philosophie morale.

Pourquoi considérer le concept de pauvreté d'abord comme un concept éthique ? Essentiellement, réfléchir sur la pauvreté signifie identifier des situations considérées comme inacceptables, c'est-à-dire injustes, dans une société donnée. Ainsi, le concept de pauvreté naît fondamentalement de considérations normatives, en regard de l'équité. Dans le corpus de philosophie politique, la théorie de la justice est le domaine le plus approprié où s'appuyer pour le développement du concept de pauvreté. Le théoricien moderne le plus influent en ce domaine est sûrement John Rawls¹, qu'Amartya Sen indique comme référence importante de son propre travail sur la théorie de l'équité².

La quête pour une société juste est en fait une quête pour une certaine forme d'équité chez les membres de cette société, une position équitable étant définie par l'égalité de tous les membres par rapport à des « choses » qui demandent à être précisées. On ne peut analyser la pauvreté, qui correspond à un degré inacceptable d'inégalité, sans référer à notre conception de l'égalité souhaitée dans le cadre de l'arrangement social³. Pour développer un concept de pauvreté, on doit d'abord prendre position quant à l'égalité sociale. Nous choisissons ici de prendre comme base importante de notre réflexion sur l'équité le cadre analytique développé par Amartya Sen, sans nécessairement référer à, ni adopter, ses choix personnels relativement à la justice sociale et à la définition de la pauvreté.

La question centrale dans la définition de la justice sociale est « égalité de quoi ? ». C'est la question relative à l'espace de référence. Ici, il y a évidemment une grande diversité possible dans les objets (variables) associés à cet espace d'égalité. On peut réduire cette diversité en considérant la nature de cet espace d'égalité, selon qu'il est perçu comme un espace d'*accomplissements* (ex. calories et éléments nutritifs fournis par la consommation alimentaire quotidienne), un espace de *libertés* d'accomplir certaines choses (ex. la liberté de choisir la quantité de calories et d'éléments nutritifs à tirer de la consommation alimentaire quotidienne), ou un espace de *ressources* déterminant un ensemble de libertés d'accomplissement (ex. le revenu disponible, monétaire ou en nature, qui donne la liberté de choisir la quantité de calories et d'éléments nutritifs à tirer de la

¹ John Rawls, *A Theory of Justice*, Harvard University Press, 1971.

² Amartya Sen, *Inequality Reexamined*, Harvard University Press, 1992, 4th printing 1997, p. XI.

³ Amartya Sen, *loc. cit.*, p. 9 : « The theory of inequality evaluation has close links with that of assessment of poverty, and the choice of space becomes a central concern in identifying the poor and in aggregating the information about the states of those identified ».

consommation alimentaire quotidienne)⁴. La spécification de l'espace d'égalité, incluant sa nature (ressources, libertés ou accomplissements), exprime un point de vue philosophique sur la justice sociale, et sur cette base, on peut distinguer différentes écoles de pensée. C'est ce que nous ferons dans les sections suivantes.

Mais d'entrée de jeu, l'idée d'égalité fait face à une difficulté importante : l'hétérogénéité fondamentale des êtres humains :

We differ from each other not only in external characteristics (e.g. in inherited fortunes, in the natural and social environment in which we live), but also in our personal characteristics (e.g. age, sex, proneness to illness, physical and mental abilities). The assessment of the claims of equality has to come to terms with the existence of pervasive human diversity⁵.

Cette diversité structurelle a un effet majeur sur la signification et les conséquences de l'égalité dans un espace donné. Avec un même niveau de liberté, des personnes différentes ne vont pas nécessairement réaliser les mêmes accomplissements. Chez les ménages à l'aise, en raison de facteurs culturels, il peut arriver que quelques-uns et même tous les membres du ménage souffrent de malnutrition. Des gens disposant des mêmes ressources n'ont pas nécessairement la même liberté d'atteindre certains accomplissements : en raison de différences métaboliques, les mêmes aliments ne sont pas transformés en quantités égales d'éléments nutritifs, de telle sorte qu'un même revenu n'assure pas l'accès à une alimentation de même qualité pour différentes personnes. En résumé :

One of the consequences of «human diversity» is that equality in one space tends to go, in fact, with inequality in another⁶.

Une école traditionnelle: l'utilitarisme en tant que la forme la plus connue de « welfarisme »

Welfarism in general and utilitarianism in particular see value, ultimately, only in individual utility, which is defined in terms of some mental characteristic, such as pleasure, happiness, or desire⁷.

Cette caractérisation des théories welfaristes semble largement partagée au sein de la communauté des économistes :

[The welfarist approach] aims to base comparisons of well-being, and public policy decisions, solely on individual 'utilities'.

...
The essence of the approach is the concept of a preference ordering over goods, generally taken to be representable by a 'utility function', the value of which is deemed to be a sufficient statistic for assessing a person's well-being⁸.

⁴ Il devrait être clair que cette classification n'est pas absolue, mais relative à la manière dont le proposeur d'un espace d'égalité qualifie lui-même cet espace. Ainsi, par exemple, le revenu pourrait être présenté comme un accomplissement per se, la liberté de choisir son niveau de revenu étant déterminée par le capital humain, parmi d'autres ressources. Cependant, le revenu est généralement vu comme une variable de l'espace de ressources, et pour toute autre variable, on reconnaît normalement une première classification naturelle comme ressource, liberté ou accomplissement.

⁵ Amartya Sen, *loc. cit.*, p. 1.

⁶ *Loc. cit.*, p. 20.

⁷ *Loc. cit.*, p. 6.

⁸ Martin Ravallion, *Poverty comparisons*, The World Bank, Harwood Academic Publishers, 1994, pp. 4-5.

Sen ne peut s'empêcher de porter le commentaire suivant sur la conception welfariste du bien-être :

*In so far as utility is meant to stand for individual well-being, it provides a rather limited accounting of that...*⁹

Pour aller plus loin dans la caractérisation du welfarisme et de sa forme dominante, l'utilitarisme, Sen adopte le point de vue de la base informationnelle :

*Most theories of justice can also be usefully analysed in terms of the information used in two different -though interrelated- parts of the exercise, viz. (1) the selection of **relevant personal features** and (2) the choice of **combining characteristics**. To illustrate, for the standard utilitarian theory, the only intrinsically important 'relevant personal features' are **individual utilities**, and the only usable 'combining characteristic' is **summation**, yielding the **total** of those utilities. The set of **welfarist** theories, of which utilitarianism is a particular example, retains the former part (viz. takes utilities as the only relevant features) but can use other combining characteristics, e.g. utility-based maximin (or lexicographic maximin), summation of concave transforms of utilities (such as summing the logarithms of utilities)¹⁰.*

Cette théorie sociale spécifique a une longue histoire :

During much of modern moral philosophy the predominant systematic theory has been some form of utilitarianism. One reason for this is that it has been espoused by a long line of brilliant writers who have built up a body of thought truly impressive in its scope and refinement. We sometimes forget that the great utilitarians, Hume and Adam Smith, Bentham and Mill, were social theorists and economists of the first rank; and the moral doctrine they worked out was framed to meet the needs of their wider interests and to fit into a comprehensive scheme¹¹.

On voit bien que l'utilitarisme, vue comme une théorie de l'arrangement social, n'est pas d'abord et explicitement une théorie de l'égalité. Mais dès le début, particulièrement avec le concept de la « main invisible » d'Adam Smith, on considérait que l'on pouvait réaliser la meilleure performance sociale en permettant à chacun de rechercher sa propre utilité. En accordant à chacun une meilleure chance de maximiser son utilité personnelle, l'utilité sociale agrégée, qui résulte d'une combinaison de toutes les utilités individuelles, pourrait être accrue. En cette idée on retrouve la double racine de celle de maximisation, comme caractéristique des théories welfaristes, et d'une quelconque forme d'égalité comme sous-produit de ce processus de maximisation, perçu comme un objectif social. Les théories welfaristes apparaissent alors naturellement comme des théories de « croissance ».

Pour être plus spécifique au sujet de l'espace dans lequel l'égalité émerge comme sous-produit de la maximisation de l'utilité sociale, nous devons considérer comment, depuis Adam Smith, comment la théorie économique, en tant que domaine de plus en plus autonome au sein de la philosophie morale, a progressivement formalisé l'approche welfariste.

⁹ Amartya Sen, *loc. cit.*, p. 6.

¹⁰ *Loc. cit.*, pp. 73-74.

¹¹ John Rawls, *loc. cit.*, p. VII.

In his pioneering contribution to measuring inequality in terms of social-welfare loss, Hugh Dalton (1920) used a simple utilitarian social-welfare function. Social welfare was taken to be the sum-total of individual utilities, and each individual utility was taken to be a function of the income of that individual. The same utility function was taken to apply to all individuals¹².

Même sans la condition restrictive d'une fonction d'utilité identique pour tous, mais avec la caractéristique utilitariste fondamentale d'une fonction de bien-être social additive avec une pondération égale pour tous les individus, le programme de maximisation welfariste entraîne que toutes les utilités marginales sont égales. Ainsi, l'espace des individualités marginales est le tout premier où l'égalité est requise selon cette approche. Si l'on ajoute l'hypothèse simplificatrice faite par Dalton, la condition d'égalité, alors valide pour l'utilité totale individuelle, peut être transposée dans l'espace des revenus individuels. On devrait se souvenir que, depuis Adam Smith, l'explication d'une certaine forme d'optimalité sociale, appuyée sur le processus d'optimisation de l'utilité individuelle (main invisible), a été expliquée par des considérations économiques développées à travers l'allocation des ressources déterminant la contrainte du revenu individuel. Cet espace de ressource, celui du revenu, est apparu comme un espace plus familier pour la pensée spécifiquement économique, en contraste avec l'espace de l'utilité que l'on peut voir comme celui où la théorie économique demeure connectée avec le champ plus englobant de la science sociale.

Après Dalton, l'utilitarisme allait développer sa réflexion sur l'égalité en référence à l'espace du revenu :

*Since Dalton's measure of inequality operates on utilities as such, it is very exacting on the measurability and interpersonal comparability of individual utilities. It is, in fact, not easy to talk about percentage shortfalls of utility sum-totals from the maximal sum-total (e.g. 'The sum of **utilities** is reduced by 17 per cent'). Atkinson's (1970b) index of inequality, in contrast, operates on incomes, and measures the social loss involved in unequal income distribution in terms of shortfalls of equivalent incomes. Atkinson measures the inequality of a distribution of incomes by the percentage reduction of total income that can be sustained without reducing social welfare, by distributing the new reduced total exactly equally¹³.*

Ainsi nous pouvons retenir que l'utilitarisme, la forme dominante de welfarisme en tant qu'approche de la théorie de l'arrangement social, bien qu'étant naturellement plus une théorie de croissance économique qu'une théorie de l'égalité, a développé comme sous-produit des considérations égalitaires d'abord dans l'espace d'accomplissement des utilités marginales individuelles, mais plus opérationnellement, en économie classique (et néo-classique), dans l'espace de ressources des revenus individuels.

Une réaction pragmatique et humanitaire à l'utilitarisme : l'approche des besoins de base

L'approche des besoins de base se forme pas à l'intérieur d'une révision conceptuelle du welfarisme et de l'utilitarisme. Elle ne se propose pas comme une théorie de l'égalité autre que celle dérivée de ce paradigme dominant.

¹² Amartya Sen, *loc. cit.*, p. 95.

¹³ *Loc. cit.*, p.96.

Of concern here [is] which objective is more important: reduction in inequality or meeting basic needs; egalitarianism or humanitarianism... reducing inequality is a highly complex, abstract objective, open to many different interpretations and therefore operationally ambiguous... Removing malnutrition in children, eradicating disease, or educating girls are concrete, specific achievements that meet the basic needs of deprived groups, whereas reducing inequality is abstract...In the case of equality however, no one knows how to achieve (and maintain) it, how precisely to define it, or by what criteria to judge it ¹⁴.

L'approche des besoins de base est apparue explicitement dans les années soixante-dix comme réaction au welfarisme dans le champ des politiques de lutte contre la pauvreté :

In formulating policies aimed at reducing poverty, a good deal of attention has been paid in the economic literature to restructuring patterns of production and income so that they benefit the poor. But similar attention has not been devoted to the consumption side. This imbalance is restored if the basic needs objective is placed at the center of the development dialogue where it belongs¹⁵.

C'était aussi une réaction contre la stratégie welfariste de croissance [la stratégie de maximisation] en tant que politique de base pour éradiquer la pauvreté. Cette politique était fondée sur trois justifications ¹⁶:

- market forces would spread the benefits of growth widely and speedily,
- *progressive taxation, social services, and other government actions would spread the benefits downward,*
- *the fate of the poor should not be a concern in the early stages of development.*

None of the assumptions underlying these three justifications turned out to be universally true. Except for a very few countries, with special initial conditions and policies, there was no automatic tendency for income to be widely spread. Nor did governments always take corrective action to reduce poverty; after all, governments were themselves often formed by people who had close psychological, social, economic, and political links with the beneficiaries of the concentrated growth process, even though their motives were often mixed. And it certainly was not the case that a period of enduring mass poverty was needed to accumulate capital. It was found that small-scale farmers saved at least as high a proportion of their income as the big landowners and were more productive, in terms of yield per acre, and that entrepreneurial talent was widespread and not confined to large firms. Prolonged mass poverty was therefore not needed to accumulate savings and capital and to stimulate entrepreneurship¹⁷.

Les besoins de base est une approche directe au problème de la pauvreté vue comme un degré inacceptable d'inéquité sociale, avec un sentiment d'urgence :

Emphasis on basic needs must be seen as a pragmatic response to the urgent problem of world poverty; as the ultimate objective of economic

¹⁴ P. Streeten et al., *First Things First, Meeting Basic Human Needs in Developing Countries*, Oxford University Press, 1981, pp. 17-18.

¹⁵ *Loc. cit.*, pp. VII-VIII.

¹⁶ *Loc. cit.*, p. 9.

¹⁷ *Loc. cit.*, pp. 10-11.

*development, it should shape national planning for investment, production, and consumption*¹⁸.

Même si l'approche des besoins de base fut définie de façon plus opérationnelle à la fin des années soixante-dix, elle a une longue histoire en économie :

*Much of what goes under the label of «basic needs» has been contained in previous work on growth with equity, employment creation, integrated rural development, and redistribution with growth. In particular, the emphasis on making the poor more productive has remained an important component of the basic needs approach. Its distinct contribution consists in deepening the income measure of poverty by adding physical estimates of the particular goods and services required to achieve certain results, such as adequate standards of nutrition, health, shelter, water and sanitation, education, and other essentials*¹⁹.

L'économiste anglais B.S. Rowntree, dans sa célèbre étude «Poverty: A Study of Town Life », publiée en 1901, est généralement reconnu comme le premier auteur ayant analysé et mesuré sérieusement le concept des besoins de base. Rowntree a travaillé essentiellement sur trois catégories de besoins de base, l'alimentation, le logement et les articles ménagers comme les chaussures, les vêtements et le carburant. De façon intéressante, mentionnons que Rowntree a utilisé des méthodes différentes pour établir le minimum requis dans chaque catégorie. Pour l'alimentation, il s'est référé aux standards nutritionnels établis par les nutritionnistes pour les hommes, les femmes, adultes et enfants. Mais pour les articles ménagers, il a utilisé une approche qualitative en demandant aux gens leurs perceptions de ce qui devait être considéré comme un minimum de base. Pour le logement, il a tout simplement retenu ce que les gens payaient effectivement.

Selon le cadre analytique de Sen, l'approche des besoins de base situe le débat sur l'équité dans l'espace des accomplissements, non pas des ressources. Elle recherche « a concrete specification of human needs in contrast (and as a supplement) to abstract concepts » et situe «the emphasis on ends in contrast to means»²⁰. Quels sont ces accomplissements de base ?

*[They are] at present considered to be in six areas: nutrition, primary education, health, sanitation, water supply, and housing and related infrastructure*²¹.

Ailleurs chez Streeten, les résultats à atteindre sont décrits comme des «adequate standards of nutrition, health, shelter, water and sanitation, education and other essentials»²². L'habillement is aussi mentionné fréquemment comme un domaine possible (p. 25). En fait, comme on peut le constater à partir des citations, la liste des accomplissements de base est habituellement une liste ouverte et il y a d'importants débats sur ce que devrait être cette liste²³. Il est important de comprendre que «basic needs is not primarily a welfare concept»²⁴. Ainsi, dans l'espace des accomplissements, ils ne se superposent pas à l'utilité, le seul accomplissement considéré par les welfaristes. Pour l'école des besoins de base, l'espace des accomplissements est multidimensionnel et

¹⁸ *Loc. cit.*, p. IX.

¹⁹ *Loc. cit.*, p. 3.

²⁰ *Loc. cit.*, p. 34.

²¹ *Loc. cit.*, p. 92.

²² *Loc. cit.*, p. 3.

²³ Voir *loc. cit.*, chapitre 1, *Interpretations*, pp. 25-26.

²⁴ *Loc. cit.*, p. 3.

comporte une sorte de structure engendrée par les priorités définies pour les différents résultats à atteindre.

Puisque l'approche des besoins de base, comme nous l'avons vu, se différencie de l'école welfariste essentiellement dans le domaine des politiques d'élimination de la pauvreté, concluons avec quelques considérations de politiques. L'approche des besoins de base suggère et facilite des politiques sélectives. «The crucial factual assumption is that leakages, inefficiencies, and 'trickle-up' (which makes the better-off the ultimate beneficiaries of anti-poverty policies) are smaller in a selective system than in a general system»²⁵. Avec une forte préoccupation pour des interventions plus ciblées :

*A basic needs approach calls for decentralization to the village and district level so that plans can be adapted to variable local conditions and the power and efforts of the poor can be mobilized. At the same time, such decentralization often concentrates power in the hands of the local elite, who block policies that would benefit the poor. In the interest of the rural poor, decentralization therefore has to be balanced by the retention of power in the central government. It is not an easy task to design an administrative and political structure which is both decentralized for adaptability and flexibility and centralized explicitly for the protection of the poor and the politically weak. Voluntary organizations can also make an important contribution by offering guidance to local leaders on the special needs of the poor*²⁶.

Cependant, des interventions plus pro-actives de l'État pour assurer la satisfaction des besoins de base pour tous pourrait avoir des effets économiques qu'il ne faut pas sous-estimer :

*A major difficulty of a basic needs approach is that efforts to meet basic needs in a short time, in a society that previously pursued non-basic needs policies, will create disequilibrium in several markets, with macroeconomic repercussions*²⁷.

La question est alors de juger si satisfaire les besoins de base de la population est plus important qu'éviter une certaine turbulence dans les agrégats économiques.

Une réaction théorique et humaniste à l'utilitarisme : l'approche des capacités

L'approche des capacités quant à la question de l'équité, développée par A. Sen, s'appuie en grande partie, intellectuellement, sur la théorie rawlsienne de la justice, comme nous l'avons mentionné précédemment. La conception de Rawls a elle-même été développée en opposition à l'utilitarisme :

Those who criticized them [the brilliant utilitarianist writers Hume, Adam Smith, Bentham, Mill, etc.] failed, I believe, to construct a workable and systematic moral conception to oppose it... What I have attempted to do is to generalize and carry to a higher order of abstraction the traditional theory of the social contract as represented by Locke, Rousseau, and Kant. In this way I hope that the theory can be developed so that it is no longer open to the more obvious objections often thought fatal to it. Moreover, this theory seems to offer an alternative systematic account of justice that is superior, or so I argue,

²⁵ Loc. cit., p. 38.

²⁶ Loc. cit., p. 58.

²⁷ Loc. cit., p. 58.

*to the dominant utilitarianism of the tradition. My ambitions for the book will be completely realized if it enables one to see more clearly the chief structural features of the alternative conception of justice that is implicit in the contract tradition and points the way to its further elaboration. Of the traditional views, it is this conception, I believe, which best approximates our considered judgments of justice and constitutes the most appropriate moral basis for a democratic society*²⁸.

Rawls a alors développé une théorie spécifique du contrat, « Justice comme Équité », sur laquelle nous revenons plus loin.

Une théorie de contrat social est structurellement une théorie éthique complètement différente d'une théorie téléologique, comme l'utilitarisme.

*The two main concepts of ethics are those of the right and the good... The structure of an ethical theory is, then, largely determined by how it defines and connects these two basic notions. Now it seems that the simplest way of relating them is taken by teleological theories: the good is defined independently from the right, and then the right is defined as that which maximizes the good.*²⁹

Pour l'utilitarisme, l'utilité est définie comme le bien, et le droit consiste à maximiser la somme des utilités individuelles. Par contraste, en tant que théorie de contrat,

*[Justice as fairness] is a deontological theory, one that either does not specify the good independently from the right or does not interpret the right as maximizing the good...Justice as fairness is a deontological theory in the second way. The question of attaining the greatest net balance of satisfaction never arises in justice as fairness; this maximum principle is not used at all*³⁰.
*...in justice as fairness the concept of right is prior to that of the good. In contrast with teleological theories, something is good only if it fits into ways of life consistent with the principles of right already on hand*³¹.

Considérant « justice comme équité » seulement comme un cas spécial et partiel de théorie du contrat social, dans une telle théorie, d'abord un ensemble de principes est explicitement énoncé et accepté par tous les membres de la société, et c'est ce qui définit le droit. Le bien, qui ne requiert pas d'être maximisé, est conditionnel à cet ensemble de principes, qui constitue la composante centrale du contrat social.

Une théorie spécifique de contrat social : Justice comme Équité

Mais qu'est-ce que « justice comme équité » en tant que cas particulier de théorie de contrat social, celle proposée par Rawls dans son ouvrage fondamental publié en 1971, «A Theory of Justice»? Faisons-en un rapide survol.

*There are two principles of justice, which are first expressed that way:
First: each person is to have an equal right to the most extensive basic liberty compatible with a similar liberty for others.*

²⁸ John Rawls, *loc. cit.*, pp. VII-VIII.

²⁹ *Loc. cit.*, p.24.

³⁰ *Loc. cit.*, p. 30.

³¹ *Loc. cit.*, p. 396.

Second: social and economic inequalities are to be arranged so that they are both (a) reasonably expected to be to everyone's advantage, and (b) attached to positions and offices open to all³².

... it should be observed that the two principles... are a special case of a more general conception of justice that can be expressed as follows.

All social values-liberty and opportunity, income and wealth, and the bases of self-respect-are to be distributed equally unless an unequal distribution of any, or all, of these values is to everyone's advantage³³.

Pour que les principes de justice constituent un vrai contrat social, tous les membres de la société doivent y adhérer. Pour obtenir cet accord universel, Rawls fait appel à un mécanisme spécial, ou encore condition, qu'il nomme la position d'équité originelle (PEO). Cette condition stipule que

They [the principles of justice] are the principles that free and rational persons concerned to further their own interests would accept in an initial position of equality as defining the fundamental terms of their association... These principles are to regulate all further agreements; they specify the kinds of social cooperation that can be entered into and the forms of government that can be established.

...

In justice as fairness the original position of equality corresponds to the state of nature in the traditional theory of the social contract. This original position is not, of course, thought of as an actual historical state of affairs, much less as a primitive condition of culture. It is understood as a purely hypothetical situation characterized so as to lead to a certain conception of justice. Among the essential features of this situation is that no one knows his place in society, his class position or social status, nor does any one know his fortune in the distribution of natural assets and abilities, his intelligence, strength, and the like. I shall even assume that the parties do not know their conceptions of the good or their special psychological propensities. The principles of justice are chosen behind a veil of ignorance. This ensures that no one is advantaged or disadvantaged in the choice of principles by the outcome of natural chance or the contingency of social circumstances. Since all are similarly situated and no one is able to design principles to favor his particular condition, the principles of justice are the result of a fair agreement or bargain... This explains the propriety of the name «justice as fairness»: it conveys the idea that the principles of justice are agreed to in an initial situation that is fair³⁴.

Maintenant, ces deux principes de justice doivent être plus précis s'ils doivent permettre un arrangement social réel. Notamment, l'espace où il faut évaluer l'égalité, selon le second principe, doit être spécifié. Considérant l'arrangement social comme étant tout d'abord une sorte de mécanisme distributif, Rawls introduit un ensemble de biens primaires, en vue d'amorcer tout au moins une certaine opérationnalisation de son second principe.

Injustice, then, is simply inequalities that are not to the benefit of all. Of course, this conception is extremely vague and requires interpretation.

As a first step, suppose that the basic structure of society distributes certain primary goods, that is things that every rational man is presumed to

³² *Loc. cit.*, p. 60.

³³ *Loc. cit.*, p. 62.

³⁴ *Loc. cit.*, pp. 11-12.

want. These goods normally have a use whatever a person's rational plan of life. For simplicity, assume that the chief primary goods at the disposition of society are **rights and liberties, powers and opportunities, income and wealth...** These are the social primary goods. Other primary goods such as health and vigor, intelligence and imagination, are natural goods; although their possession is influenced by the basic structure, they are not so directly under its control³⁵.

On peut voir que l'espace d'égalité rawlsien inclut le domaine de l'économie avec le revenu et la richesse, mais qu'il s'étend bien au-delà de ce seul domaine. Maintenant, les biens sociaux primaires forment la base d'attentes individuelles³⁶.

Thus in applying the second principle I assume that it is possible to assign an expectation of well-being to representative individuals holding these positions³⁷.

Même avec ces compléments opérationnels, l'implantation du second principe de justice est conditionnelle à l'interprétation que l'on en fait, et ici Rawls différencie clairement deux approches fondamentales : le principe d'efficacité et le principe de différence.

At this point it is necessary ... to explain the principle of efficiency. This principle is simply that of Pareto optimality (as economists refer to it) formulated so as to apply to the basic structure. I shall always use the term «efficiency» instead because this is literally correct and the term «optimality» suggests that the concept is much broader than it is in fact. To be sure, this principle was not originally intended to apply to institutions but to particular configurations of the economic system, for example, to distributions of goods among consumers or to modes of production. The principle holds that a configuration is efficient whenever it is impossible to change it so as to make some persons (at least one) better off without at the same time making other persons (at least one) worse off³⁸.

Il est important de remarquer que cette approche d'efficacité est empreinte d'indifférence et d'indétermination. D'indifférence, parce que dans un état d'efficience sociale, on ne se préoccupe pas de l'existence d'une inégalité possiblement forte entre les attentes individuelles. D'indétermination, au sens où, s'il existe plus d'un état social efficient, il n'y a pas de principe de choix entre ceux-ci.

Si l'on recourt au principe d'efficacité, il y a deux interprétations possibles du second principe de justice : un système de liberté naturelle ou un système d'égalité libérale. Ces deux interprétations sont décrites comme suit :

In the system of natural liberty the initial distribution is regulated by the arrangements implicit in the conception of careers open to talents (as earlier defined). These arrangements presuppose a background of equal liberty (as specified by the first principle) and a free market economy. They require a formal equality of opportunity in that all have at least the same legal rights of access to all social positions. But since there is no effort to preserve an equality, or similarity, of social positions, except insofar as this is necessary to preserve the requisite background institutions, the initial distribution of assets

³⁵ Loc. cit., p. 62.

³⁶ Loc. cit., section 15.

³⁷ Loc. cit., p. 64.

³⁸ Loc. cit., pp. 66-67.

for any period of time is strongly influenced by natural and social contingencies³⁹.

...

The liberal interpretation of the two principles seeks, then, to mitigate the influence of social contingencies and natural fortune on distributive shares. To accomplish this end it is necessary to impose further basic structural conditions on the social system. Free market arrangements must be set within a framework of political and legal institutions which regulates the overall trends of economic events and preserves the social conditions necessary for fair equality of opportunity⁴⁰.

Donc, les deux systèmes s'en remettent essentiellement au système du libre marché comme un mécanisme distributif, le premier étant fermement convaincu que ce mécanisme est efficient en soi, le second, qu'il ne l'est pas et qu'il exige d'être redressé par des interventions de l'état. Dans les deux cas, les différences individuelles ne sont pas explicitement reconnues.

Avec le principe de différence, les différences individuelles sont directement prises en compte, soit quant à la dotation naturelle ou à la position sociale. L'inégalité dans la distribution des biens primaires sociaux peut être considérée comme juste sous une condition spécifique, qui génère deux interprétations différentes du second principe de justice, selon que le focus est sur la dotation naturelle seulement (Aristocratie Naturelle) ou s'étend à la position sociale (Égalité Démocratique).

On this view [natural aristocracy] no attempt is made to regulate social contingencies beyond what is required by formal equality of opportunity, but the advantages of persons with greater natural endowments are to be limited to those that further the good of the poorer sectors of society. The aristocratic ideal is applied to a system that is open, at least from a legal point of view, and the better situation of those favored by it is regarded as just only when less would be had by those below, if less were given to those above. In this way the idea of 'noblesse oblige' is carried over to the conception of natural aristocracy⁴¹.

The democratic interpretation ... is arrived at by combining the principle of fair equality of opportunity with the difference principle. This principle removes the indeterminateness of the principle of efficiency by singling out a particular position from which the social and economic inequalities of the basic structure are to be judged. Assuming the framework of institutions required by equal liberty and fair equality of opportunity, the higher expectations of those better situated are just if and only if they work as part of a scheme which improves the expectations of the least advantaged members of society. The intuitive idea is that the social order is not to establish and secure the more attractive prospects of those better off unless doing so is to the advantage of those less fortunate⁴².

On voit immédiatement qu'un état social Pareto-efficient pourrait être rejeté selon le principe de différence si le transfert de biens primaires des mieux nantis vers les défavorisés améliore la situation de ceux-ci.

³⁹ *Loc. cit.*, p. 72.

⁴⁰ *Loc. cit.*, p. 73.

⁴¹ *Loc. cit.*, p. 74.

⁴² *Loc. cit.*, p. 75.

Parmi les quatre interprétations possibles du second principe de justice, Rawls prend lui-même position en faveur du principe de différence combiné avec le système de l'Égalité Démocratique.

Après avoir longuement développé toutes ces composantes de base du contrat social désigné par Justice comme Équité, il arrive à un énoncé final des deux principes de justice.

First Principle

Each person is to have an equal right to the most extensive total system of equal basic liberties compatible with a similar system of liberty for all.

Second Principle

*Social and economic inequalities are to be arranged so that they are both:
(a) to the greatest benefit of the least advantaged, consistent with the just savings principle, and
(b) attached to offices and positions open to all under conditions of fair equality of opportunity⁴³.*

À ces principes correspondent deux règles de priorité

First Priority Rule (The Priority of Liberty)

The principles of justice are to be ranked in lexical order and therefore liberty can be restricted only for the sake of liberty.

...

Second Priority Rule (The Priority of Justice over Efficiency and Welfare)

The second principle of justice is lexically prior to the principle of efficiency and to that of maximizing the sum of advantages; and fair opportunity is prior to the difference principle⁴⁴.

Un ajustement et un complément à Justice comme Équité : l'approche des capacités relativement à l'équité

En proposant son approche personnelle à l'évaluation de l'inégalité, Sen reconnaît en même temps ses liens avec la théorie de la justice de Rawls :

Indeed, my greatest intellectual debt is undoubtedly to John Rawls. I am led by his reasoning over quite a bit of the territory, and even when I go in a different direction (e.g. focusing more on the 'extents' of freedoms, rather than on the 'means'-what Rawls calls the 'primary goods'), that decision is, to a considerable extent, based on an explicit critique of Rawls's theory⁴⁵.

La critique principale adressée par Sen à Rawls concerne les questions d'information :

A particularly important contrast is that between capability-based evaluation and Rawls's (1971) procedure of focusing on the holding of 'primary goods' (including resources such as incomes, wealth, opportunities, the social bases of self-respect, etc.). This is a part of his 'Difference Principle', which is an integral component of the Rawlsian theory of 'justice as fairness'. While my own approach is deeply influenced by Rawls's analysis, I argue that the particular informational focus on which Rawls himself

⁴³ *Loc. cit.*, p. 302.

⁴⁴ *Loc. cit.*, pp. 302-303.

⁴⁵ Amartya Sen, *Inequality Reexamined*, Harvard University Press, 1997, p. XI.

*concentrates neglects some considerations that can be of great importance to the substantive assessment of equality-and of efficiency*⁴⁶.

Rawls avait lui-même déjà admis son focus sur les moyens en choisissant les besoins primaires comme espace d'égalité, et avait anticipé les critiques qu'il recevrait sur cet aspect de sa théorie :

*It may be objected that expectations should not be defined as an index of primary goods anyway but rather as the satisfactions to be expected when plans are executed using these goods. After all, it is in the fulfillment of these plans that men gain happiness, and therefore the estimate of expectations should not be founded on the available means. Justice as fairness, however, takes a different view. For it does not look behind the use which persons make of the rights and opportunities available to them in order to measure, much less to maximize, the satisfactions they achieve*⁴⁷.

Rawls refuse de discuter d'égalité dans l'espace des accomplissements, comme le font essentiellement les welfaristes et les partisans des besoins de base. Sen ne s'oppose pas à analyser l'égalité dans un espace différent de celui des accomplissements, et il reconnaît que la théorie de Rawls 'can also be interpreted ... as taking us in the direction of the overall freedom actually enjoyed rather than being confined to the outcomes achieved'⁴⁸.

Selon Sen, ce qui manque dans l'approche de Rawls, au moins dans le domaine informationnel, est un espace intermédiaire entre celui des ressources ou moyens et celui des accomplissements. C'est précisément celui des libertés. Celui-ci deviendra le complément essentiel apporté par Sen à l'approche rawlsienne de l'équité. Mais pourquoi Sen a-t-il accordé autant d'importance à distinguer clairement entre les biens primaires et l'étendue des libertés ? Fondamentalement, parce qu'il existe une diversité fondamentale entre les êtres humains.

*The importance of the contrast [between the two approaches] once again turns on the fundamental diversity of human beings. Two persons holding the same bundle of primary goods can have very different freedoms to pursue their respective conceptions of the good (whether or not these conceptions coincide). To judge equality-or for that matter efficiency-in the space of primary goods amounts to giving priority to the 'means' of freedom over any assessment of the 'extents' of freedom, and this can be a drawback in many contexts. The practical importance of the divergence can be very great indeed in dealing with inequalities related to gender, location, and class, and also to general variations in inherited characteristics*⁴⁹.

Les vues personnelles de Sen sur l'équité seront développées en donnant des contenus spécifiques à l'espace des libertés et à l'espace des accomplissements. Pour le premier de ces espaces, il introduira le terme de **capacités**, qui spécifie l'**étendue** des libertés, et pour le second, la notion de **fonctionnements** décrira le **type d'effets** attendus à partir des capacités.

Le terme « fonctionnement » est d'abord requis pour définir ce que signifie le **bien-être** :

⁴⁶ *Loc. cit.*, p. 8.

⁴⁷ John Rawls, *loc. cit.*, p. 94.

⁴⁸ Amartya Sen, *loc. cit.*, p. 80.

⁴⁹ *Loc. cit.*, pp. 8-9.

*The well-being of a person can be seen in terms of the quality (the 'well-ness', as it were) of the person's being. Living may be seen as consisting of a set of interrelated functionings', consisting of **beings** and **doings**. A person's achievement in this respect can be seen as the vector of his or her functionings. The relevant functionings can vary from such elementary things as being adequately nourished, being in good health, avoiding escapable morbidity and premature mortality, etc., to more complex achievements such as being happy, having self-respect, taking part in the life of the community, and so on. The claim is that functionings are constitutive of a person's being, and an evaluation of well-being has to take the form of an assessment of these constituent elements⁵⁰.*

Le terme « capacités » est alors défini en référence aux fonctionnements :

Closely related to the notion of functionings is that of the capability to function. It represents the various combinations of functionings (beings and doings) that the person can achieve. Capability is, thus, a set of vectors of functionings, reflecting the person's freedom to lead one type of life or another. Just as the so-called 'budget set' in the commodity space represents a person's freedom to buy commodity bundles, the 'capability set' in the functioning space reflects the person's freedom to choose from possible livings⁵¹.

Des fonctionnements spécifiques (ex. être nourri adéquatement) définissent des capacités spécifiques (ex. la capacité d'être adéquatement nourri). Pour continuer avec l'analogie de l'ensemble budgétaire, les axes dans l'espace des fonctionnements correspondent à des capacités spécifiques, dont l'étendue est représentée par le segment d'axe contenu dans l'ensemble de capacité (« capability set » tel que défini ci-dessus).

Le lien entre les capacités et le bien-être exige une certaine explication, puisqu'il comporte un double aspect.

The relevance of a person's capability to his or her well-being arises from two distinct but interrelated considerations. First, if the achieved functionings constitute a person's well-being, then the capability to achieve functionings (i.e. all the alternative combinations of functionings a person can choose to have) will constitute the person's freedom-the real opportunities-to have well-being. This 'well-being freedom' may have direct relevance in ethical and political analysis.

...

The second connection between well-being and capability takes the direct form of making achieved well-being itself depend on the capability to function. Choosing may itself be a valuable part of living, and a life of genuine choice with serious options may be seen to be-for that reason-richer. In this view, at least some types of capabilities contribute directly to well-being, making one's life richer with the opportunity of reflective choice⁵².

Sen insiste sur ce qui différencie l'approche des capacités de celles qui sont mieux connues.

⁵⁰ Loc. cit., p. 39.

⁵¹ Loc. cit., p. 40.

⁵² Loc. cit., p. 41.

In either form, the capability approach differs crucially from the more traditional approaches to individual and social evaluation, based on such variables as primary goods (as in Rawlsian evaluative systems), resources (as in Dworkin's social analysis), or real income (as in the analyses focusing on the GNP, GDP, named-goods vectors). These variables are all concerned with the instruments of achieving well-being and other objectives, and can be seen also as the means to freedom. In contrast, functionings belong to the constitutive elements of well-being. Capability reflects freedom to pursue these constitutive elements, and may even have ... a direct role in well-being itself, in so far as deciding and choosing are also parts of living⁵³.

Mais comme l'utilité est aussi reconnue comme une composante du bien-être, on doit insister sur le fait que

... the capability approach differs from utilitarian evaluation (more generally 'welfarist' evaluation) in making room for a variety of doings and beings as important in themselves (not just because they may yield utility, nor just to the extent that they yield utility). In this sense, the perspective of capabilities provides a fuller recognition of the variety of ways in which lives can be enriched or impoverished.⁵⁴

Pourquoi devrait-on choisir l'espace des capacités comme celui où évaluer l'égalité, au lieu de l'espace des fonctionnements ?

Furthermore, freedom of choice can indeed be of direct importance for the person's quality of life and well-being. The nature of this connection may be worth discussing a bit more. Acting freely and being able to choose are, in this view, directly conducive to well-being, not just because more freedom makes more alternatives available. This view is, of course, contrary to the one typically assumed in standard consumer theory, in which the contribution of a set of feasible choices is judged exclusively by the value of the best element available⁵⁵.

...

For example, 'fasting' as a functioning is not just starving; it is choosing to starve when one does have other options. In examining a starving person's achieved well-being, it is of direct interest to know whether he is fasting or simply does not have the means to get enough food. Similarly, choosing a life-style is not exactly the same as having that life-style no matter how chosen, and one's well-being does depend on how that life-style happened to emerge⁵⁶.

En fait, en développant le concept de liberté comme un ensemble de capacités spécifiques, Sen reste essentiellement dans la ligne du focus rawlsien sur la liberté pour l'analyse de la justice sociale et son évaluation.

Le cadre rawlsien est trop faible dans sa base informationnelle pour aborder le sujet de la pauvreté, spécialement avec une perspective de mesure. L'extension de Sen fournit cette base et, en fait, cela passe par une certaine convergence avec l'approche des besoins de base. Tous les fonctionnements et les capacités correspondantes n'ont pas le même poids dans l'évaluation de l'équité sociale et l'on est alors conduit à l'identification de capacités de base.

⁵³ *Loc. cit.*, p. 42.

⁵⁴ *Loc. cit.*, pp. 43-44.

⁵⁵ *Loc. cit.*, p. 51.

⁵⁶ *Loc. cit.*, p. 52.

Dans un ouvrage antérieur, Sen avait analysé et critiqué les insuffisances des autres approches pour couvrir le concept de « besoins ».

My contention is that even the concept of needs does not get adequate coverage through the information on primary goods and utility .

...

It is arguable that what is missing in all this framework is some notion of 'basic capabilities': a person being able to do certain basic things.

...

There is something still missing in the combined list of primary goods and utilities. If it is argued that resources should be devoted to remove or substantially reduce the handicap of the cripple despite there being no marginal utility argument (because it is expensive), despite there being no total utility argument (because he is so contented), and despite there being no primary goods deprivation (because he has the goods that others have), the case must rest on something else. I believe what is at issue is the interpretation of needs in the form of basic capabilities. This interpretation of needs and interest is often implicit in the demand for equality. This type of equality I shall call 'basic capability equality'⁵⁷.

Ce point de vue est renforcé dix ans plus tard :

In the context of some type of welfare analysis, e.g. in dealing with extreme poverty in developing economies, we may be able to go a fairly long distance in terms of a relatively small number of centrally important functionings (and the corresponding basic capabilities, e.g. the ability to be well-nourished and well-centered, the capability of escaping avoidable morbidity and premature mortality, and so forth). In other contexts, including more general problems of economic development, the list may have to be much longer and much more diverse⁵⁸.

La définition de la pauvreté selon les capacités suit alors tout naturellement :

... it is possible to argue for seeing poverty as the failure of basic capabilities to reach certain minimally acceptable levels. The functionings relevant to this analysis can vary from such elementary physical ones as being well-nourished, being adequately clothed and sheltered, avoiding preventable morbidity, etc., to more complex social achievement such as taking part in the life of the community, being able to appear in public without shame, and so on. These are rather 'general' functionings, but-as was discussed earlier-the specific form that their fulfilments may take would tend to vary from society to society⁵⁹.

Conclusion

Nous avons d'abord posé que la question de la pauvreté en est une d'équité et appartient alors à la philosophie politique, plus spécifiquement au domaine de l'éthique.

⁵⁷ Amartya Sen, 'Equality of What?', dans *Choice, Welfare and Measurement*, MIT Press, 1982, pp. 367-368.

⁵⁸ Amartya Sen, *Inequality Reexamined*, Harvard University Press, 1997, p. 44-45.

⁵⁹ *Loc. cit.*, pp. 109-110.

Comme cadre analytique pour différencier les approches de l'équité, nous avons choisi de suivre celui de Sen, dont un élément central est la distinction entre les espaces de ressource, de liberté et d'accomplissement, combinée avec la reconnaissance essentielle de la diversité humaine.

Une théorie dominante depuis deux siècles, dans le monde occidental industrialisé, est une théorie welfariste mieux connue sous le nom d'utilitarisme. Elle s'est développée comme une vue strictement économique du meilleur arrangement social, dominée par deux concepts : croissance et efficacité. L'équité est un sous-produit de la maximisation de l'utilité agrégée et consiste en l'égalité des utilités marginales individuelles. On reconnaît en tout cela ce qui est généralement désigné comme le néo-libéralisme économique. À partir de l'espace d'accomplissement réduit à l'utilité, l'analyse marginaliste transpose les considérations d'équité dans l'espace du revenu en tant qu'espace de ressource : le revenu détermine le niveau d'utilité. La pauvreté est alors définie comme un niveau de revenu socialement inacceptable et les politiques de réduction de la pauvreté chercheront surtout à accroître la productivité des pauvres.

En contraste à l'utilitarisme ou welfarisme, il y a la théorie du contrat social qui a aussi des racines historiques assez anciennes. John Rawls, avec sa théorie de la justice, est le philosophe moderne le plus influent ayant exploré et systématisé cette approche de l'éthique. L'équité (ou justice) est considérée directement et explicitement comme ce qui devrait être la base de l'arrangement social et reçoit toujours la priorité par rapport aux considérations de croissance et d'efficacité. La démocratie sociale apparaît comme le régime politique correspondant le plus naturel, où l'économie est subordonnée au politique. Sur ces bases théoriques, Amartya Sen propose son approche des capacités à la question de l'équité. L'espace où l'on devrait rechercher l'égalité est l'espace de liberté, qui consiste en un ensemble de capacités spécifiques définies en référence à des types correspondants d'accomplissements appelés « fonctionnements ». La pauvreté est alors définie en référence à un sous-ensemble de capacités identifiées comme « capacités de base », et par des déficiences inacceptables en ces capacités de base. Les politiques de réduction de la pauvreté seront alors axées sur l'habilitation (« empowerment ») des pauvres.

L'école des besoins de base déplace le débat sur l'équité de la théorie sociale au domaine des politiques et va directement au problème de la pauvreté. Certains types de pauvreté doivent être identifiés et éliminés, selon une perspective court terme. Sans rejeter l'approche de la productivité pour la réduction de la pauvreté préférée par les welfaristes, cette école identifie un petit ensemble d'accomplissements correspondant à la satisfaction de certains besoins de base, et exige que les politiques de réduction de la pauvreté assurent, aussi rapidement que possible, que tous réalisent ces satisfactions de base. Strictement parlant, cette école n'est pas guidée par des objectifs welfaristes, ni par des considérations de liberté, mais essentiellement par des préoccupations humanitaires.

Dans le travail pratique d'identification et de mesure de la pauvreté au sein d'une société, quantité de choix méthodologiques devront être faits, en lesquels se révélera implicitement, sinon explicitement, la philosophie sociale inspirant ces choix. Ce pourrait être clairement la philosophie éthique de l'une des approches discutées ici, ou une combinaison hybride de celles-ci. Il est important d'être aussi conscient que possible du paradigme éthique dissimulé en des choix techniques apparemment inoffensifs, puisque, à travers des politiques reposant sur ces mesures, la structure sociale dans son ensemble sera profondément affectée.

Partie II : Le concept de pauvreté

Dans la première partie, nous avons exploré les fondements philosophiques du concept de pauvreté en utilisant le cadre de Sen pour analyser l'équité dans une société. Selon la dimension privilégiée par l'analyse de l'équité, nous avons identifié trois écoles qui sont rediscutées ici, mais sous l'angle du concept de pauvreté lui-même, c'est-à-dire comme une forme d'inégalité inacceptable. Formellement, le concept de pauvreté se définit par l'identification d'un espace d'équité uni- ou multidimensionnel et par la spécification d'un niveau critique pour chaque dimension identifiée. Nous avons alors un espace de pauvreté. La détermination du niveau critique, qui est une opération délicate et controversée, ne se pose qu'au moment où des indicateurs de pauvreté opérationnels ont été associés aux dimensions de la pauvreté (voir la partie III).

Mesurer la pauvreté signifie produire des nombres, par lesquels nous pouvons évaluer le degré de pauvreté dans une société donnée et identifier les membres de la société qui doivent être considérés pauvres. Pour décider des nombres à produire, nous avons besoin d'une théorie sur l'objet que nous voulons mesurer. Le fait est qu'il y a différentes théories sur le concept de pauvreté. Ces théories sont centrales dans l'étude la pauvreté, car comme nous allons le voir, le concept de pauvreté reflète la structure de base du contrat social, et plus spécifiquement la conception de justice qui prévaut dans la société. C'est pourquoi le débat sur le concept de pauvreté est extrêmement passionné, et que l'économiste statisticien devrait connaître les implications générées par un travail d'apparence strictement objectif et inoffensif dû à son caractère plutôt technique.

La littérature sur le concept de pauvreté est extrêmement abondante et caractérisée un niveau d'ambiguïté très élevé dans son rapport à la théorie économique. Elle fournit plusieurs façons de définir de la pauvreté, qui conduisent évidemment à une identification différente des pauvres. Hagenaars et de Vos (1988) qui comparent l'impact de différentes définitions sur les estimations et la composition de la pauvreté concluent leur étude de la façon suivante:

The choice of a specific poverty definition as the one and only measuring rod thus appears to have major consequences, both for the observed incidence of poverty and for the distribution of the poor over social subgroup.⁶⁰

De plus, chaque conception amène ses propres recommandations en matière d'allègement de la pauvreté. Les nombres développés pour mesurer la pauvreté jouent donc un rôle crucial dans le ciblage des politiques et dans l'évaluation de l'efficacité des différentes politiques. Les trois principales écoles sont, l'école *welfarist*, l'école des besoins de base et celle des capacités (*capabilities*). Quoique ces trois approches diffèrent à bien des égards comme nous le verrons, elles impliquent toutes par ailleurs le fait qu'une certaine "chose", à définir, n'atteint pas un niveau considéré comme un minimum raisonnable. C'est à dire, qu'une personne est jugée pauvre lorsqu'elle manque, par rapport au minimum raisonnable, de la "chose" en question. Le débat conceptuel sur la pauvreté apparaît lorsqu'on aborde la nature de la chose manquante. Les polémiques sur la nature et le niveau de ce qui ne doit pas manquer à personne, nous ramènent à la question plus vaste de l'équité, puisqu'ils portent sur l'identification formelle d'un sous-espace de l'espace d'équité, et sur la détermination, pour chaque dimension identifiée, d'un seuil sous lequel un membre de la société est caractérisé comme "pauvre".

⁶⁰ Aldi Hagenaars et Klass de Vos, K. (1988) "The Definition and Measurement of Poverty", *The Journal of Human Resources*, Vol. XXIII, No. 2, p. 220.

L'école welfarist

Pour les *welfarists*, la "chose" en question est le bien-être économique. Certains font parfois référence au bien-être économique sous le terme anglais *economic welfare*.⁶¹ Ici, nous allons systématiquement réserver l'usage du terme bien-être pour le niveau individuel, et du terme *welfare* pour le niveau agrégé. Les *welfarists* ramènent le concept de bien-être soit directement au concept d'utilité commun en économie,⁶² soit indirectement via le terme bien-être économique compris comme l'utilité générée par la consommation totale.⁶³ L'utilité elle-même est conçue comme un état mental, tel que le bonheur, le plaisir ou la satisfaction du désir procuré à une personne par la consommation (ou la possession) de biens et services. Le terme "niveau de vie" est un autre terme quelques fois utilisé pour référer au bien-être économique.⁶⁴ Un exemple de définition donnée par l'approche *welfarist* est:

*"Poverty" can be said to exist in a given society when one or more persons do not attain a level of economic well-being deemed to constitute a reasonable minimum by the standards of that society.*⁶⁵

Ce concept de pauvreté tire principalement ses origines dans la théorie microéconomique moderne et découle de l'hypothèse que les individus maximisent leur bien-être.

*The essence of the approach is the concept of a preference ordering over goods, generally taken to be representable by a "utility function", the value of which is deemed to be a sufficient statistic for assessing a person's well-being. Following this approach, utilities are the basis of social preferences, including poverty comparisons*⁶⁶.

En pratique cependant, le bien-être économique des individus n'est pas directement observable. Parce que les préférences varient de plus d'une personne à l'autre, cette approche est amenée à formuler un premier principe: celui que les individus sont les seuls à savoir ce qui est véritablement dans leurs intérêts. Par l'analyse classique de la "main invisible" formalisée dans l'étude moderne du bien-être et des équilibres, un second principe découle du premier : celui que l'état ne doit pas trop intervenir dans l'économie. C'est à dire que ce qui doit être produit, comment et pour qui il doit l'être, doit être déterminé par les préférences inconnues des individus. Cette approche préconise donc des politiques axées sur l'augmentation de la productivité, de l'emploi, etc., et donc du revenu, pour alléger la pauvreté. En conséquence l'approche *welfarist* est associée à ce qui est appelé "l'approche revenu de la pauvreté" (*the income approach to poverty*).

L'école *welfarist* est actuellement l'approche dominante et était vue jusqu'à récemment par comme l'unique façon de faire. La Banque Mondiale, l'un des leaders parmi les organismes de développement, promeut fortement le concept *welfarist* de la pauvreté.

L'école des besoins de base

Cette école considère que la "chose" manquante dans la vie des pauvres est un petit sous-ensemble de biens et services spécifiquement identifiés et perçus comme rencontrant

⁶¹ Michael Lipton et Martin Ravallion, "Poverty and Policy", chapitre 41 dans *Handbook of Development Economics*, Volume III. Édité par J.Behrman et T.N. Srinivasan, Elsevier Science, 1995, p. 2553 et Martin Ravallion, *Poverty Comparisons*, Harwood Academic Publishers, 1994, p. 4.

⁶² Jan Tinbergen, "On the measurement of welfare", *Journal of Econometrics*, Vol. 50, 1991, p. 7.

⁶³ Martin Ravallion, *loc. cit.* p. 8.

⁶⁴ *Loc. cit.*, p. 4.

⁶⁵ *Loc. cit.*, p. 3.

⁶⁶ *Loc. cit.*, p. 5.

les biens de base de tous les être humains. Ils sont dits "de base" car leur satisfaction est considérée comme un préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie; ils ne sont pas perçus comme contribuant nécessairement au bien-être. Comme Lipton le dit, on doit "être" avant "d'être bien".⁶⁷ «Basic needs is not primarily a welfare concept».⁶⁸ Au lieu d'être sur l'utilité, l'accent est mis sur les besoins individuels relativement à des commodités de base. Dans l'approche traditionnelle des besoins de base, les commodités de base comprennent: de la nourriture, de l'eau potable, des aménagements sanitaires, un logement, des services de santé et d'éducation de base, et un service de transport public. Comme nous le voyons, ces besoins vont au-delà des besoins nécessaires à l'existence, généralement appelés les besoins minimaux, qui n'incluent qu'une nutrition adéquate, un logement et un habillement décents. Avant même d'aborder la question de ce qui est "suffisant", le sous-ensemble de commodités de base est compris comme variant avec l'âge et le sexe : les enfants et les femmes requièrent des services de santé particuliers, l'éducation de base pour un enfant de 7 ans peut signifier d'aller à l'école primaire, alors qu'elle peut signifier l'alphabétisme fonctionnel pour un adulte, etc.

La définition de la pauvreté adoptée par le gouvernement philippin est un exemple de cette approche :

*... the sustained inability of a family to meet its basic needs for survival (food and nutrition, water and sanitation, health and clothing), security (income, shelter, peace and security), and empowerment (basic education and functional literacy, psychosocial and family care, and participation in political process).*⁶⁹

L'un des principaux problèmes auquel se confronte cette approche, est la détermination même des besoins de base. Ce sont généralement les nutritionnistes, les physiologistes et autres spécialistes qui sont appelés à déterminer les besoins de base. Or ceux-ci ne s'entendent pas toujours. «Unfortunately, the precise measurement of minimum needs - particularly nutritional needs, their largest component - is extremely difficult, and the subject of intense debate.»⁷⁰ Au plan nutritionnel, le problème est que les besoins varient non seulement avec l'âge et le sexe, mais aussi avec le type et le niveau d'activité de l'individu, qui sont eux endogènes. Dans ces conditions, devrions-nous conclure que les besoins nutritionnels d'un individu ayant une diète légère, mais suffisante compte tenu un faible niveau d'activité, sont satisfaits ? Ou est-ce le cas d'une réduction volontaire du niveau d'activité en raison d'une diète légère ? La réponse à cette question est cruciale pour identifier les pauvres. Nous retournerons à ces questions au moment de discuter les lignes de pauvreté.

Cette école est la deuxième en importance après l'école *welfarist*. Quoique ses origines remontent au début des années 1990 avec les études de Rowntree, elle n'a véritablement pris forme que dans les années 1970, s'élevant en réaction à l'inattention portée aux besoins des individus.

In the past two decades, those concerned with development have sometimes got lost in the intricacies of means - production, productivity, saving ratios, and so on - and lost sight of the end. [...] The basic needs approach recalls the

⁶⁷ Cité par N. Kabeers, "Beyond the Poverty Lines: Measuring Poverty and Impoverishing Measures" dans *Reversed Realities, Gender Hierarchies in Development Thought*, 1994, Verso, London, p. 162.

⁶⁸ Alejandro N. Herrin, "Designing Poverty Monitoring Systems for MIMAP", papier présenté au *Second Annual Meeting of MIMAP*, 1997, Mai 5-7, CRDI, Ottawa, p. 3.

⁶⁹ Alejandro N. Herrin, *loc. cit.*, p. 11.

⁷⁰ Peter Cutler, "The Measurement of Poverty: A Review of Attempts to Quantify the Poor with Special Reference to India", *World Development*, 1984, Vol. 12, No. 11/12, p. 1120.

*fundamental concern of development, which is human beings and their needs.*⁷¹

Quoiqu'elle reconnaisse le bien fondé des politiques de lutte contre la pauvreté orientées vers l'accroissement des revenus, cette approche privilégie plutôt des politiques ayant pour objectif plus particulier la satisfaction des besoins de base.

*The hypothesis of the basic needs approach is that a set of selective policies makes it possible to satisfy the basic human needs of the whole population at levels of income per head substantially below those required by a less discriminating strategy of all-round income growth - and it is therefore possible to satisfy these needs sooner. If military but apt metaphor is permitted, the choice is between precision bombing and devastation bombing.*⁷²

Cette hypothèse repose elle-même sur deux prémisses. Premièrement, que les «...leakage, inefficiencies, and "trickle-up" (which makes the better-off the ultimate beneficiaries of anti-poverty policies) are smaller in a selective system than in a general system.» (Streeten *et al.*, 1981, p. 38) Deuxièmement, que l'accroissement du revenu des ménages pauvres n'est pas la meilleure façon d'accroître la satisfaction des besoins de base. Quelques-unes des raisons invoquées sont les suivantes: (1) les besoins de base en éducation, santé, eau et en hygiène sont plus facilement satisfaits par des services publics que par des revenus accrus; (2) les individus n'utilisent pas toujours leurs augmentations de revenu pour accroître leur nutrition et leur santé; (3) il y a souvent une distribution inéquitable des ressources à l'intérieur des ménages.

L'école des capacités (*capabilities*)

Pour cette école, la "chose" qui manque n'est ni l'utilité ni la satisfaction de besoins de base, mais des habiletés ou capacités humaines. Cette approche qui a pris naissance dans les années quatre-vingt et dont le principal maître d'oeuvre est Amartya Sen, n'a pas été développée initialement dans l'optique de s'appliquer à la pauvreté. La visée de Sen était bien plus vaste : développer une nouvelle conception de ce qui a de la valeur pour l'humain. «Its roots lie in the rejection of the "welfarist" paradigm in which individual utility is taken to be the sole metric of welfare, and the sole basis for social choice.»⁷³ Quoiqu'il ne nie pas le rôle joué par l'utilité dans la valeur de la vie d'une personne, cette dernière a plusieurs autres composantes selon Sen.

*The capability approach differs from utilitarian evaluation (more generally "welfarist" evaluation) in making room for a variety of doing and being as important in themselves (not just because they may yield utility, nor just to the extent that they yield utility). In this sense, the perspective of capabilities provides a fuller recognition of the variety of ways in which lives can be enriched or impoverished*⁷⁴

La valeur de la vie d'une personne dépend en fait d'un ensemble de façons d'être (*being*) et de faire (*doing*), qu'il regroupe sous le terme général de "fonctionnements" (*functionings*).

Living may be seen as consisting of a set of interrelated "functionings", consisting of being and doing.[...] The relevant functionings can vary from

⁷¹ Paul Streeten *et al.*, *loc. cit.*, p. 21.

⁷² *Loc. cit.*, p. 38.

⁷³ Michael Lipton et Martin Ravallion, *loc. cit.*, p. 2566.

⁷⁴ Amartya Sen, *Inequality Reexamined*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1992, p. 44.

such elementary things as being adequately nourished, being in good health, avoiding escapable morbidity and premature mortality, etc., to more complex achievements such as being happy, having self-respect, taking part in the life of the community, and so on. [...]

*Closely related to the notion of functionings is that of the capability to function. It represents the various combinations of functionings (beings and doings) that the person can achieve. [...] Capability is, thus, a set of vectors of functionings, reflecting the person's freedom to lead one type of life or another. Just as the so-called "budget set" in the commodity space represents a person's freedom to buy commodity bundles, the "capability set" in the functioning space reflects the person's freedom to choose from possible livings.*⁷⁵

Prenons l'exemple classique de Sen,

*Take a bicycle. It is, of course, a commodity. It has several characteristics, and let us concentrate on one particular characteristic, viz., transportation. Having a bike gives a person the ability to move about in a certain way that he may not be able to do without the bike. So the transportation characteristic of the bike gives the person the capability of moving in a certain way. That capability may give the person utility or happiness if he seeks such movement or finds it pleasurable. So there is, as it were, a sequence from a commodity (in this case a bike), to characteristics (in this case, transportation), to capability to function (in this case, the ability to move), to utility (in this case, pleasure from moving).*⁷⁶

Les fonctionnements sont donc des accomplissements, dont avoir de l'utilité est un exemple, alors que les capacités réfèrent à la liberté de choisir parmi les divers fonctionnements. Puisque «acting freely and being able to choose are, in this view, directly conducive to well-being»⁷⁷, la valeur de la vie d'une personne est mieux conçue en termes de capacités que de fonctionnements.

L'école des capacités considère donc comme pauvre, une personne qui n'a pas les capacités d'atteindre un certain sous-ensemble de fonctionnements.

*The functionings relevant to this analysis can vary from such elementary physical ones as being well-nourished, being adequately clothed and sheltered, avoiding preventable morbidity, etc, to more complex social achievements such as taking part in the life of the community, being able to appear in public without shame, and so on. These are rather "general" functionings, but ...the specific form that their fulfilments may take would tend to vary from society to society.*⁷⁸

En conséquence, pour cette école, ce qui manque n'est pas de l'utilité ou des besoins de base satisfaits, mais certaines capacités vues comme raisonnablement minimales.

La considération des capacités et des fonctionnements plutôt que des commodités, oblige à prendre en compte les caractéristiques personnelles des individus.

Perhaps the most important point to note is that the adequacy of the economic means cannot be judged independently of the actual possibilities of

⁷⁵ *Loc. cit.*, p. 39-40.

⁷⁶ Amartya Sen, "Poor, relatively speaking", *Oxford Economic Papers*, Vol. 35, 1983, p.160.

⁷⁷ Amartya Sen, 1992, *loc. cit.*, p. 51.

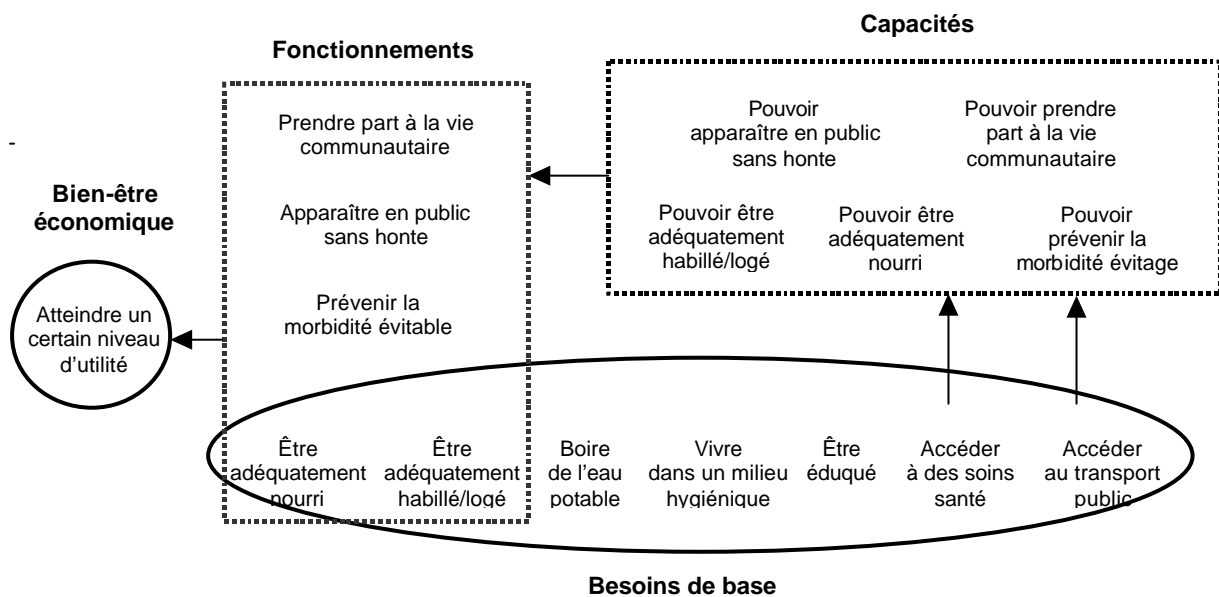
⁷⁸ *Loc. cit.*, p. 110.

"converting" incomes and resources into capability to function. The person with a kidney problem needing a dialysis ... may have more income than the other person, but he is still short of economic means (indeed of income), given his problem in converting income and resources into functionings. If we want to identify poverty in terms of income, it cannot be adequate to look only at incomes (i.e. whether it is generally low or high), independently of the capability to function derivable from those incomes. Income adequacy to escape poverty varies parametrically with personal characteristics and circumstances.⁷⁹

Puisque cette approche est assez récente, et se positionne au-dessus de toutes les autres pour élaborer un nouveau concept du bien-être, ses applications à la pauvreté sont peu nombreuses. Le développement de certains indicateurs par le PNUD en sont une tentative, tout comme les travaux de Desai⁸⁰ et de Hossain.⁸¹ Pour les mêmes raisons, cette approche, contrairement aux autres, n'a pas d'agenda politique.

Comparaison et critique des divers concepts de pauvreté

Le diagramme ci-bas, tente de synthétiser ces trois approches:



Les pourtours de l'ensemble des fonctionnements et ceux de l'ensemble des capacités sont pointillés, car l'ensemble des fonctionnements que les individus devraient être "capable" d'atteindre n'est pas bien défini pour le moment. D'autres fonctionnements, et par le fait même d'autres capacités, pourraient probablement s'y ajouter.⁸²

⁷⁹ Amartya Sen, 1992, *loc. cit.*, p.111

⁸⁰ M. Desai, "Poverty and Capabilities: Towards an Empirically Implementable Measure" dans *The Selected Essays of Meghnad Desai*, Volume 2, Economist of the Twentieth Century Series, Aldershot UK, Elgar, 1995.

⁸¹ I. Hossain, *Poverty as Capability Failure*, Helsinki, Swedish School of Economics, 1990.

⁸² L'ensemble des fonctionnements pertinents ici ne contient pas toutes les façons possibles d'être et de faire, mais seulement celles qui importent pour la pauvreté. Dans un contexte plus général, le bien-être économique pourrait évidemment en faire parti. Desai (1995) identifie plutôt les capacités minimales suivantes : (1) capacité à rester en vie et de profiter d'une vie prolongée, (2) capacité à assurer sa reproduction (biologique), (3) capacité à conserver sa santé, (4) capacité à interagir socialement, (5) capacité à avoir des connaissances et

Essentiellement quatre points ressortent de ce diagramme. Premièrement, seuls les besoins de base et les fonctionnements ont des éléments en commun (être adéquatement nourri, habillé et logé). Deuxièmement, les fonctionnements et les besoins peuvent procurer de l'utilité. Troisièmement, certains besoins de base formulés en termes "d'accès" sont générateurs de capacités.

In so far as the underlying reasoning of the basic needs approach related to giving people the means of achieving certain basic functionings, the problem of interpersonal variations in "transforming" commodities into functionings - discussed earlier- can also be avoided by directly looking at the functioning space rather than at the commodity space.⁸³

The value of living standard lies in the living, and not in the possessing of commodities, which has derivative and varying relevance.⁸⁴

Quatrièmement, contrairement aux deux autres approches, le concept de pauvreté *welfarist* est uni-dimensionnel.

L'utilisation du bien-être économique par l'école *welfarist* pour caractériser la pauvreté peut être critiquée sous deux aspects. Premièrement, l'identification des pauvres dans une société sous-entend inévitablement des comparaisons interpersonnelles. Or, le fait d'interpréter le bien-être économique comme un concept subjectif laisse croire à plusieurs économistes que les comparaisons interpersonnelles de bien-être économique n'ont aucun sens.

... the use of interpersonal comparisons is widely thought to be arbitrary, and many people view these comparisons as meaningless.⁸⁵

Although there is still evidence of the continuation of the discussion, one can state that the majority of economists are prepared to declare that interpersonal comparisons are not possible.⁸⁶

La deuxième critique adressée à cette école qui est plutôt d'ordre éthique se trouve au cœur de l'argument, au plan conceptuel, des deux autres écoles. L'approche *welfarist*, en supposant réglé le problème soulevé par la première critique, nous dicterait de classer comme pauvre un individu très favorisé matériellement mais toujours non comblé et comme non-pauvre un individu très peu favorisé financièrement mais néanmoins comblé. Cela pour les autres écoles est inconcevable.

A grumbling rich man may well be less happy than a contented peasant, but he does have a higher standard of living than that peasant; the comparison of standard of living is not a comparison of utilities.⁸⁷

A son tour l'école *welfarist* adresse deux critiques d'ordre conceptuel aux deux autres approches. La première s'attaque à la place accordée aux préférences. Selon les *welfarists*, comme nous l'avons mentionné précédemment, les individus sont les mieux placés pour juger de ce qui est bon pour eux-mêmes. C'est pourquoi, il est préférable de se fier aux choix des individus. Ainsi, le fait d'observer une personne dont les besoins vestimentaires de base

à penser et s'exprimer librement.

⁸³ Amartya Sen, 1992, *loc. cit.*, p. 109.

⁸⁴ Amartya Sen, *The Standard of Living*, The Tanner Lectures, Clare Hall, Cambridge 1985, 1987, p. 25.

⁸⁵ Amartya Sen, *Collective Choice and Social Welfare*, Holden-Day, Oliver and Boyd, 1970, p. 4.

⁸⁶ Stavros A. Drakopoulos, "The Historical Perspective of the Problem of Interpersonal Comparisons of Utility", *Journal of Economic Studies*, 1989, Vol. 16, No. 4, p. 35.

⁸⁷ Amartya Sen, "Poor, relatively speaking", *Oxford Economic Papers*, Vol. 35, 1983, p. 160.

tels que déterminés par les experts ne sont pas satisfaits ne signifie pas pour autant que cette personne soit pauvre, mais pourrait simplement impliquer que cette personne préfère ne pas trop dépenser sur ces vêtements même si elle en a les moyens. De la même façon,

*to conclude that a person was not capable of living a long life we must know more than just how long she lived: perhaps she preferred a short but merry life.*⁸⁸

Cette critique ne s'applique cependant pas tellement à l'école des capacités, car comme son nom l'implique, ce n'est pas l'accomplissement des fonctionnements qui compte, mais bien la capacité de les atteindre. La deuxième critique se rapporte à l'aspect multidimensionnel de ces approches. Le problème est le suivant. Supposons deux individus dont tous les besoins de base sont remplis sauf un: Pour l'un des individus il s'agit de l'éducation, alors que pour l'autre il s'agit de la nutrition. Lequel des deux est le plus pauvre? Ce type de question reçoit communément l'appellation de problème d'agrégation. C'est à dire, de quelle façon les différents éléments doivent-ils être agrégés de façon à ramener l'analyse à une dimension ?

*Non-welfarist approaches, on the other hand, typically offer little practical guidance on how multiple criteria in defining well-being should be aggregated.*⁸⁹

Cette question n'a pas encore été répondue de façon convaincante, à l'exception cependant du fait, qu'il y a un consensus pour dire que les besoins nutritionnels est l'élément le plus important.

Des tentatives de réconciliation ont été initiées par l'école des besoins de base. Il a été proposé par exemple que les besoins immatériels tels que «...the needs for self-determination, self reliance, and security, for the participation of workers and citizens in the decisions-making that affects them, for national and cultural identity, and for a sense of purpose in life and work.»⁹⁰ soient considérés comme des besoins de base. Par cette inclusion, l'école des besoins de base chevaucherait l'école des capacités. D'autres ont proposé de voir les besoins de base «...as the satisfaction of consumers' wants as perceived by the consumers themselves»,⁹¹ ce qui rapprocherait plutôt les écoles *welfarists* et des besoins de base.

⁸⁸ Michael Lipton and Martin Ravallion, *loc. cit.*, p. 2566

⁸⁹ Martin Ravallion, *loc.cit.*, p. 9.

⁹⁰ Paul Streeten *et al.*, *loc. cit.*, p. 34.

⁹¹ *Loc. cit.*, p. 25.

Partie III : Indicateurs de pauvreté

Définition

Il ne suffit pas de s'entendre sur la signification du terme "pauvreté" pour enfin pouvoir identifier les pauvres. Il n'est pas sûr que ce nous voulions mesurer soit effectivement mesurable. En fait, ni le bien-être économique, ni la satisfaction des besoins, ni les capacités d'un individu ne sont directement observables. Dans ces conditions, le recours à des variables observables qui permettent d'inférer approximativement la réalité à laquelle nous référons par le terme pauvreté est nécessaire. Ces dites variables portent le nom d'indicateur. Un indicateur de pauvreté peut être défini comme suit:

Une variable "proxy" mesurable et aussi près que possible d'une dimension particulière spécifiée dans l'espace de pauvreté.

Des *proxy* sont requis parce qu'une dimension pure n'est soit pas directement observable, soit trop coûteuse à mesurer. Plus d'un indicateur peuvent être nécessaires pour décrire une dimension de la pauvreté.

Exemple 1

Dimension de la pauvreté : revenu permanent d'un ménage.

Indicateur : dépenses totales annuelles d'un ménage.

Exemple 2

Dimension de la pauvreté : être adéquatement nourri.

Indicateur : consommation journalière de denrées de base comme le riz.

Dans l'exemple 1, un indicateur est requis car le revenu permanent n'est pas directement mesurable. Dans l'exemple 2, l'utilisation d'un indicateur peut se justifier par le coût très élevé de réaliser à grande échelle une enquête nutritionnelle détaillée.

Un **indicateur de pauvreté** ne doit pas être confondu avec une **mesure de pauvreté** ni avec un **indice de pauvreté**. Les mesures et les indices de pauvreté vont plus loin que les indicateurs de pauvreté en donnant un sens précis au niveau critique appelé **seuil de pauvreté**. Ces deux concepts sont plus fréquemment utilisés lorsque l'indicateur est une variable numérique. Soit y un indicateur de pauvreté numérique mesuré sur une unité statistique U , et soit y^* le seuil de pauvreté, toute fonction de (y, y^*) est alors une mesure de pauvreté, comme par exemple: $y < y^*$, $y^* - y$, etc. C'est un nombre prenant sa valeur au niveau de l'unité statistique. Toute fonction de l'ensemble des valeurs y pour un groupe de la population ou pour la population complète est un indice de pauvreté. Nous ne devons donc pas confondre, par exemple, un indicateur de revenu d'un ménage, y , avec le fait que ce ménage soit pauvre (mesure de pauvreté) selon un certain seuil de pauvreté y^* , ou encore avec le pourcentage des ménages pauvres dans la population (indice de pauvreté)

Caractéristiques

Pour être utile à un cadre conceptuel centré sur la mesure de la pauvreté, la notion d'indicateur doit être développée autour d'une **typologie** des indicateurs de pauvreté, ce qui requiert l'attribution d'un ensemble de **caractéristiques** à chaque indicateur. Évidemment, plusieurs caractéristiques peuvent être considérées. Pour des visées opérationnelles, nous n'allons en retenir que quatre : le domaine, le niveau, la fréquence, le groupe d'âge et le sexe.

- Les domaines

Par un domaine d'un indicateur de pauvreté, nous entendons un domaine de la vie privée ou sociale par où la pauvreté est révélée. Une classification par domaine est étroitement liée aux dimensions de la pauvreté. Nous retenons ici les vingt domaines suivants :

1. Nutrition et sécurité alimentaire
2. Santé et hygiène
3. Revenu
4. Contrôle des naissances
5. Actifs
6. Éducation et Information
7. Habitat
8. Propriété terrienne et agriculture
9. Sécurité civile
10. Dignité personnelle
11. Services et dépenses publiques
12. Crédit
13. Implication sociale
14. Vulnérabilité aux crises
15. Travaux ménagers
16. Infrastructure économique
17. Travail
18. Droits et liberté
19. Perceptions de la pauvreté
20. Habillement

- Les niveaux

Par le niveau d'un indicateur, nous entendons la plus petite unité statistique pour laquelle l'indicateur est significativement observé et révélateur de l'aspect de la pauvreté qu'il représente. Les différents niveaux sont:

1. L'individu
2. Le ménage
3. La communauté (hameau, village, commune, etc.)
4. La région
5. Le pays

Évidemment, un indicateur pour un certain niveau, fournit, par agrégation, son homologue à un niveau supérieur: la production agricole au niveau du ménage génère la production moyenne au niveau du village, etc. En fait ces indicateurs "induits" vont généralement appartenir à la catégorie des indices définie plus haut. Le fait qu'un indicateur soit observable à un certain niveau ne signifie pas pour autant qu'il soit révélateur de la pauvreté à ce niveau. Par exemple, nous pouvons observer s'il y a eu une mortalité d'enfant dans un ménage, mais cela ne signifie pas que le ménage soit pauvre. Par ailleurs, le taux de mortalité des enfants dans une communauté est signifiant de la pauvreté de la commune. Un individu pourrait donc être considéré pauvre, relativement à la dimension particulière, s'il vit dans une communauté où le taux de mortalité des enfants est élevé (pauvreté par appartenance à un groupe).

- Fréquence

On appelle la fréquence d'un indicateur de pauvreté, la périodicité attendue de sa mesure, en tenant compte de sa variation à travers le temps (sensibilité) :

1. Court-terme : un an ou moins
2. Moyen-terme : d'un an à moins de cinq ans
3. Long-terme : plus de cinq ans

Dans un rapport sur un PMS opérationnel, la périodicité *de facto* de mesure serait donnée selon la classification ci-dessus.

- Sexe et groupe d'âge

À notre point de vue, plusieurs dimensions de la pauvreté sont spécifiques au genre et au groupe d'âge. Pour l'élaboration de politique d'allègement de la pauvreté, il est essentiel de mesurer ces dimensions spécifiques de la pauvreté. Peu importe le niveau de la mesure, un indicateur peut être spécifique aux femmes, aux enfants, aux aînés, etc. En plus de la classification par sexe, nous proposons de décrire la pertinence des indicateurs relativement aux groupes d'âge suivants :

1. Nouveau née (0 à 12 mois)
2. Âge Pré-scolaire (1 à -6)
3. Âge Scolaire (+6 à -15)
4. Adulte-1 (+15 à -45): dans la population active + période de fécondité pour la femme
5. Adulte-2 (+45 à -60): dans la population active
6. Aîné (60+)

Les intervalles des groupes d'âge doivent évidemment être adaptés à la localité concernée.

Les indicateurs privilégiés par les différentes écoles

Les trois concepts de pauvreté discutés dans les parties I et II, en spécifiant différemment ce qui manque, privilégient nécessairement certains indicateurs sur d'autres. Les bons *proxy* pour le bien-être économique, ne seront pas forcément les mêmes que les bons *proxy* pour la satisfaction des besoins de base ou pour les capacités. Sans étudier comment chaque indicateur, car il y a en un très grand nombre, se situe par rapport aux trois écoles, nous allons essayer de voir quels sont les types d'indicateur favorisés par chaque école.

Pour l'école *welfarist*, un individu est pauvre lorsqu'il manque de bien-être économique. La subjectivité du concept, jumelée au fait qu'il est non observable, rend l'évaluation du bien-être économique très hasardeuse. En conséquence, l'école *welfarist* se rabat sur des indicateurs de type revenu ou dépenses. Tout en reconnaissant la portée limitée de ces variables, elle les préfère néanmoins aux autres indicateurs puisqu'elles ne privilégient pas un bien sur un autre, laissant ainsi plus de place aux préférences des individus.

Dans le cas des besoins de base, encore une fois, il est difficile et coûteux d'observer directement leur satisfaction. Les indicateurs privilégiés sont donc des *proxy* de leur satisfaction. On peut penser à tous les indicateurs dans le domaine de la nutrition, de l'éducation, de la santé, du logement et des vêtements, en favorisant les indicateurs d'accomplissement par rapport aux indicateurs d'accès. Par exemple, un indicateur comme le nombre de cas de certaines maladies (tuberculose, etc.) par 100 000 habitants serait préféré au nombre de docteurs par 100 000 habitants.

Au contraire, l'école des capacités privilégie surtout des indicateurs d'accès. Desai (1995) qui a tenté de rendre l'approche opérationnelle suggère aussi d'utiliser le taux de mortalité et l'espérance de vie, désagrégés par sexe et groupe d'âge, pour juger de la capacité des individus à prévenir la mortalité et morbidité évitables, de même que tous les indicateurs de satisfaction des besoins de base. Au plan des capacités interagir socialement, Desai propose d'utiliser des indicateurs de mobilité sociale de même que des indicateurs de droits à s'associer avec d'autres.

Un tableau d'indicateurs

Une fois qu'un consensus est atteint concernant le concept de pauvreté à retenir, l'implémentation d'un système de suivi de la pauvreté requiert la sélection d'un ensemble d'indicateurs pour lesquels des activités de collecte de données seront planifiées (enquête, etc.) Ce qui a été fait ailleurs est toujours une référence utile pour notre propre réflexion sur les questions opérationnelles.

Pour faciliter ce travail, un tableau d'indicateurs présenté en annexe a été construit à partir de la littérature. En plus des colonnes d'identification, incluant la provenance de l'indicateur, les quatre caractéristiques décrites dans la section précédente sont présentées pour chaque indicateur. Tout est ouvert au débat, particulièrement la question du lien de ces indicateurs avec les trois écoles de pensée.

Inutile de dire que cette table est en constant développement et que toutes les suggestions et additions sont bienvenues.

Références

- Cutler, P. (1984) "The Measurement of Poverty: A Review of Attempts to Quantity the Poor with Special Reference to India", *World Development*, Vol. 12, no. 11/12, pp. 1119-1130.
- Desai, M. (1995) "Poverty and Capabilities: Towards an Empirically Implementable Measure", in *The Selected Essays of Meghnad Desai*, Volume 2, Economist of the Twentieth Century Series, Aldershot, UK, Elgar, 1995.
- Drakopoulos, S. A. (1989) "The Historical Perspective of the Problem of Interpersonal Comparisons of Utility", *Journal of Economic Studies*, Vol.16, No,4, pp. 35-51.
- Hagenaars, A. et K. de Vos (1988) "The Definition and Measurement of Poverty". *The Journal of Human Resources*, Vol. XXIII, no.2, pp. 212-221.
- Herrin, A. N. (1997) *Designing Poverty Monitoring Systems for MIMAP*. Papier présenté au Second Annual Meeting of MIMAP.
- Hossain, I. (1990) *Poverty as Capability Failure*. Helsinki, Swedish School of Economics.
- Kabeer, N (1994) "Beyond the Poverty Lines: Measuring Poverty and Impoverishing Measures" in *Reversed Realities, Gender Hierarchies in Development Thought*. Verso, London.
- Lipton, M. et M. Ravallion (1995) "Poverty and Policy". *Handbook of Development Economics*, Vol.3, édité par J. Bherman et T.N. Srinivasan, Amsterdam, Hollande.
- Ravallion, M. (1994) *Poverty Comparison*. Harwood Academic Publishers, 145 pages.
- Rawls, J. (1971) *A Theory of Justice*. Harvard University Press.
- Sen, A. (1992) *Inequality Reexamined*. Harvard University Press, Cambridge, Massachussets.
- Sen, A. (1983) "Poor, relatively speaking". *Oxford Economic Papers*, 35, pp.153-169.
- Sen, A. (1982) "Equality of What?" dans *Choice, Welfare and Measurement*. Oxford: Blackwell; Cambridge MA, MIT Press.
- Sen, A. (1970) *Collective Choice and Social Welfare*, Holden-Day, Oliver and Boyd.
- Streeten, P. (1992) "Poverty Concepts and Measurements", dans R. Anker et R. Van der Hoeven, *Poverty Monitoring: An International Concern*, Ch. 2.
- Streeten, P. (1984) "Basic Needs: Some Unsettled Questions". *World Development*, Vol. 12, no.9, pp. 973-978.
- Streeten, P., S. J. Burki, M. Ul-Haq, N. Hicks, et F. Stewart (1981) *First Things First: Meeting Basic Human Needs in the Developing Countries*. Édité par la Banque Mondiale, Oxford University Press.
- Tinbergen, J. (1991) "On the Measurement of Welfare". *Journal of Econometrics*, Vol.50, pp. 7-13.

Appendice – Un tableau d'indicateurs de pauvreté

NIVEAU INDIVIDUEL

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FRÉQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
10	SANTE MATERNELLE	FEMME ENCEINTE OU ALLAITANT RECEVANT DES SUPPLÉMENTS DE FER ET D'IODE	1	I	CT	F	A3	2
226	FEMME ENCEINTE ANÉMIQUE		2	I	CT	F	A3	2, 3
23	INCIDENCE DE LA CONTRACEPTION	FEMME EN AGE DE PROCREER N'UTILISANT PAS LES TECHNIQUES MODERNES DE CONTRACEPTION	4	I	CT	F	A3	3, 4
55	EDUCATION DES FILLES	FILLE ENTRE 6 ET 12 ANS ALLANT A L'ÉCOLE PRIMAIRE	6	I	CT	F	A2	7
86	ACCÈS DES FEMMES À LA TERRE	TAILLE DES PARCELLES CULTIVÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ D'UNE FEMME DONT LA PRINCIPALE ACTIVITÉ EST L'AGRICULTURE	8	I	LT	F	A3	7
119	DROITS DE PROPRIÉTÉ DES TERRES EXPLOITÉES PAR LES FEMMES	FEMME AYANT UN CONTRAT DE LOCATION ET DE PARTAGE DES RÉCOLTES COMME LE MÉTAYAGE	8	I	CT	F	A3+	7
5	EMACIATION	MALNUTRITION TRANSITOIRE PAR SEXE: POIDS DIVISE LA TAILLE	1	I	MT	FM	A+	2
6	MAIGREUR (OU SOUS-ALIMENTATION)	POUR ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS, PAR SEXE: POIDS PAR ÂGE DES	1	I	CT	FM	A1	2, 3
7	RACHITISME (OU MALNUTRITION CHRONIQUE)	POUR ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS, PAR SEXE: TAILLE PAR ÂGE	1	I	LT	FM	A1	2
11	SEVRAGE HÂTIF DES NOURRISSONS	NOURRISSON, PAR SEXE, ENTRE 4 MOIS ET 2 ANS QUI N'EST PLUS ALLAITÉ	1	I	CT	FM	A0	2
218	INDICE DE MASSE CORPORELLE	DÉFICIENCE ÉNERGETIQUE CHRONIQUE, PAR SEXE: POIDS DIVISÉ PAR LA TAILLE AU CARRÉE	1	I	CT	FM	A1+	2,4
219	CIRCONFÉRENCE DES BRAS		1	I	CT	FM	A1	2
22	IMMUNISATION	NE PAS ÊTRE IMMUNISÉ CONTRE CERTAINS VIRUS, PAR SEXE: POLIO, TUBERCULOSE, ROUGEOLE ET D.T.C.	2	I	CT	FM	A1	3
27	MALADIE	NOMBRE DE JOURS DE MALADIE DANS LES DERNIERS 30 JOURS, PAR SEXE	2	I	CT	FM	A+	2
30	INCIDENCE DE LA DIARRHÉE JUVENILLE	POUR ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS, AVOIR PLUS D'UN ÉPISODE AU COURS D'UNE CERTAINE PÉRIODE, PAR SEXE	2	I	CT	FM	A1	2, 7
132	RÉSERVE FINANCIÈRE CONSERVÉE DANS LA MAISON PENDANT LA SAISON MORTE	GARDER UN PETIT MONTANT D'ARGENT DANS LA MAISON EN TOUT TEMPS PENDANT LA SAISON MORTE, PAR SEXE (VARIE AVEC LES CONDITIONS LOCALES)	3	I	CT	FM	A3+	7
236	REVENU D'EMPLOI		3	I	CT	FM	A3+	2
237	REVENU MINIMUM MENSUEL ATTENDU PAR UN JEUNE SANS EMPLOI DANS UN MÉNAGE		3	I	CT	FM	A3	2
43	ALPHABÉTISME DES ADULTES	POUR PERSONNES ÂGÉES DE PLUS 15 ANS, SAVOIR COMPRENDRE, ÉCRIRE ET LIRE UN ÉNONCÉ COURT SUR LA VIE QUOTIDIENNE, PAR SEXE	6	I	MT	FM	A3+	1, 2, 3, 4, 7
57	SCOLARISATION AU NIVEAU SECONDAIRE	INDIVIDU ENTRE 13 ET 15 ANS N'ALLANT PAS A L'ÉCOLE SECONDAIRE, PAR SEXE	6	I	MT	FM	A2	7
131	ABSENTÉISME SCOLAIRE DURANT LA SAISON DES RÉCOLTES	ENFANT RETIRÉ DE L'ÉCOLE PENDANT LA SAISON DES RÉCOLTES, PAR SEXE	6	I	CT	FM	A2	7
269	SOURCE DES EMPRUNTS	PAR SEXE, SECTEUR FORMEL OU INFORMEL	12	I	MT	FM	A3+	2
270	BESOIN EN CRÉDIT		12	I	CT	FM	A3+	2
110	ACCÈS À DES ORGANISATIONS DANS LE MILIEU RURAL	ADULTE HABITANT EN MILIEU RURAL ET MEMBRE D'UNE ORGANISATION FORMELLE OU INFORMELLE, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	1, 7
111	PARTICIPATION DANS LA PRISE DES DÉCISIONS EN MILIEU	ADULTE HABITANT EN MILIEU RURAL ET PARTICIPANT À LA PRISE DES DÉCISIONS, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	2, 7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
112	PARTICIPATION POLITIQUE (1)	ADULTE HABITANT EN MILIEU RURAL ET IMPLIQUE DANS AU MOINS UNE ORGANISATION COMMUNAUTAIRE, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	1, 2, 7
113	PARTICIPATION POLITIQUE (2) (CAPACITÉ À VOTER AUX ÉLECTIONS)	ADULTE HABITANT EN MILIEU RURAL ET ENREGISTRÉ SUR LA LISTE ÉLECTORALE, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	7
114	PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT	ADULTE IMPLIQUE DANS AU MOINS UNE ORGANISATION DE DÉVELOPPEMENT ORGANISATION, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	7
115	PARTICIPATION AUX PROJETS	PARTICIPATION DES ADULTES À L'IDENTIFICATION DES BESOINS RESENTIS, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	7
122	CONNAISSANCE DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION D'INTRANTS	DÉGRÉ DE CONNAISSANCE DES VILLAGEOIS DES SYSTÈMES DE DISTRIBUTION D'INTRANTS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE ET NON AGRICOLE, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	7
123	CONNAISSANCE DU SYSTÈME DE DISTRIBUTION DES SERVICES	DÉGRÉ DE CONNAISSANCE DES VILLAGEOIS DES SERVICES DE VULGARISATIONS, DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES ONG, PAR SEXE	13	I	CT	FM	A3+	7
141	DÉGRÉ DE SATISFACTION DES BÉNÉFICIAIRES DE SERVICES	PAR SEXE, EN TERMES DE SANTÉ DE BASE, D'ÉDUCATION, DE LOISIRS, D'EAU, ROUTES, ETC.	13	I	MT	FM	A+	7
117	CAPACITÉ D'AFFRONTER LES CRISES (2)	DÉPENDANCE D'UN ADULTE À L'AIDE SOCIALE EN PAIEMENTS ET EN SERVICES, PAR SEXE	14	I	MT	FM	A3+	7
76	PRÉCARITÉ DU TRAVAIL	PERSONNE EMPLOYÉE DANS UN SECTEUR RECONNU COMME PRÉCAIRE, PAR SEXE	17	I	CT	FM	A3+	7
120	CHARGE DE TRAVAIL	TEMPS PAR JOUR CONSACRÉ À CERTAINES TÂCHES, PAR SEXE	17	I	MT	FM	A+	7
159	SOUS-EMPLOI	PERSONNE TRAVAILLANT MOINS QUE DÉSIRÉE PAR MANQUE D'OPPORTUNITÉ, PAR SEXE	17	I	CT	FM	A3+	2, 4
84	AUTO ÉVALUATION SELON TROIS CATÉGORIES	AUTO ÉVALUATION À L'AIDE DE CARTONS: PAUVRE, NON-PAUVRE, ENTRE LES DEUX, PAR SEXE	19	I	CT	FM	A3	7
124	AUTO IDENTIFICATION DES PAUVRES	AUTO CATÉGORISATION EN TERMES DU REVENU, DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE ET DE L'HABITATION, PAR SEXE	19	I	CT	FM	A3+	7
125	AUTO GRADATION DES PAUVRES	AUTO GRADATION PAR RAPPORT AUX AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ, PAR SEXE	19	I	MT	FM	A3+	7
126	CHANGEMENT DE POSITION DANS L'ÉCHELLE DE PAUVRETÉ	RAISONS DES CHANGEMENTS PAR LES PERSONNES CONCERNÉES, PAR SEXE	19	I	MT	FM	A3+	7
69	HABILLEMENT (1)	VALEUR DES VÊTEMENTS ACHETÉS PAR PERSONNE PAR ANNÉE, PAR SEXE	20	I	CT	FM	A+	7
70	HABILLEMENT (2)	NOMBRE DE PAIRES DE CHAUSSURES PAR PERSONNE PAR ANNÉE, PAR SEXE	20	I	CT	FM	A+	7
71	HABILLEMENT (3)	NOMBRE DE VÊTEMENTS CHAUDS PAR PERSONNE PAR ANNÉE, PAR SEXE	20	I	CT	FM	A+	7
136	PORT RÉGULIER DE SOULIERS PAR LES FEMMES ET LES ENFANTS		20	I	MT	FM	A+	7

NIVEAU DU MÉNAGE

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FRÉQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
118	CHEF DE FAMILLE FEMININ		14	H	MT	F	A3+	6, 7
144	ACCES DES FEMMES A UN MOULIN		15	H	CT	F	A2+	7
34	ACCÈS À L'EAU POTABLE	MÉNAGE N'AYANT PAS ACCÈS À L'EAU POTABLE À UNE DISTANCE RAISONNABLE (MILIEU URBAIN : DISTANCE MAX. 200 MÈTRES, MILIEU RURAL : NE PAS PASSER UNE PARTIE DISPROPORTIONNÉE DE SON TEMPS À TRANSPORTER DE L'EAU)	2	H	CT	FM	A+	1, 2, 3, 4, 6
35	ACCÈS A DES ÉQUIPEMENTS SANITAIRES	MÉNAGE N'AYANT PAS ACCÈS A DES ÉQUIPEMENTS SANITAIRES POUR ÉVACUER LES EXCRÉMENTS ET LES DÉCHETS, EN INCLUANT LES LATRINES EXTÉRIEURES ET LE COMPOSTAGE	2	H	CT	FM	A+	1, 2, 3, 4
228	NATURE DES SERVICES DE SANTE UTILISÉS, PAR SEXE		2	H	MT	FM	A+	2
128	NATURE DU REVENU	TEMPORAIRE OU STABLE, PAR SEXE	3	H	MT	FM	A3+	2, 7
129	DIVERSITÉ DU REVENU PAS SOURCE, PAR SEXE		3	H	MT	FM	A3+	1, 2, 4, 7
240	HABILLEMENT (4)	MÉNAGE AYANT ACQUIS UN NOUVEAU VÊTEMENT DURANT LES SIX DERNIERS MOIS	20	H	CT	FM	A+	2
4	APPORT JOURNALIER DE CALORIES PAR ÉQUIVALENT ADULTE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE DU MÉNAGE PAR ÉQUIVALENT ADULTE, TRANSFORMÉE EN CALORIES	1	H	CT	U	U	1, 2
42	NOMBRE DE REPAS PAR JOUR (2)	MÉNAGE PRENANT UN REPAS OU MOINS PAR JOUR	1	H	CT	U	A+	7
121	ACCÈS À LA NOURRITURE	NOURRITURE CONSOMMÉE QUOTIDIENNEMENT PAR LE MÉNAGE, PAR CATÉGORIE, PAR ÉQUIVALENT ADULTE	1	H	CT	U	U	7
133	ACHAT QUOTIDIEN DE DENRÉES ESSENTIELLES	DÉPENDANCE DES ACHATS AU JOUR LE JOUR POUR L'APPROVISIONNEMENT EN DENRÉES ESSENTIELLES	1	H	MT	U	U	7
134	CONSOMMATION DE LÉGUMES FRAIS EN SAISON SÈCHE	CONSOMMATION OCCASIONNELLE DE LÉGUMES VERTS EN SAISON MORTE	1	H	CT	U	U	7
135	CONSOMMATION DE RIZ VIANDE ETC, HORS DES JOURS DE FÊTE		1	H	CT	U	U	7
140	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	ÉTAT DES GRENIERS ET DES RÉSERVES DE CÉRÉALES ET DE TUBERCULES	1	H	CT	U	U	7
210	REPAS DE RIZ	NOMBRE DE REPAS DE RIZ PRIS PAR LE MÉNAGE DANS LA DERNIÈRE SEMAINE	1	H	CT	U	U	6
211	REPAS DE VIANDE	NOMBRE DE REPAS AVEC VIANDE PRIS PAR LE MÉNAGE DANS LA DERNIÈRE SEMAINE	1	H	CT	U	U	6
212	CONSOMMATION DE PAIN	NOMBRE DE PETITS DEJEUNERS AVEC PAIN PRIS PAR LE MÉNAGE DANS LA DERNIÈRE SEMAINE	1	H	CT	U	U	6
213	ALIMENT DE BASE	RIZ, BLÉ OU IGNAME	1	H	CT	U	U	2
214	NOMBRE DE REPAS PAR JOUR (1)	NOMBRE DE REPAS COMPLETS CONSTITUÉS DE L'ALIMENT DE BASE ET DE DEUX METS D'ACCOMPAGNEMENT	1	H	CT	U	U	2
220	ÉNERGIE ALIMENTAIRE INADÉQUATE	MÉNAGE DONT L'ÉNERGIE ALIMENTAIRE EST SOUS LES NORMES DÉFINIES PAR LA COLLECTIVITÉ	1	H	CT	U	U	2
17	ACCES AUX SERVICES DE SANTE	CAPACITÉ DU MÉNAGE À SE RENDRE À UN DISPENSAIRE EN MOINS D'UNE HEURE DE MARCHÉ OU DE VOYAGE	2	H	MT	U	U	2, 3, 4
28	MORTALITÉ FAMILIALE	OU MOINS UN CAS DE DÉCÈS ÉVITABLE DANS LA FAMILLE AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	2	H	MT	U	U	7
29	RECOURS A MÉDECINE TRADITIONNELLE	RATIO DU NOMBRE DE VISITES AU GUÉRISSEUR TRADITIONNEL VERSUS À UN DISPENSAIRE OU UN HÔPITAL	2	H	CT	U	U	7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
197	UTILISATION DE SAVON	MENAGE UTILISANT DU SAVON MANUFACTURE POUR SE LAVER	2	H	CT	U	A+	6
198	UTILISATION DE PAPIER DE TOILETTE	MENAGE UTILISANT DU PAPIER DE TOILETTE	2	H	CT	U	A+	6
199	PÂTE À DENTS	MÉNAGE UTILISANT UNE BROSSE ET DE LA PÂTE À DENTS	2	H	CT	U	A+	6
205	ACCÈS À L'EAU EN ROBINET		2	H	MT	U	U	2
230	TOILETTE	MENAGE AYANT UNE TOILETTE	2	H	CT	U	U	2
2	CONSOMMATION	DÉPENSES TOTALES (ALIMENTAIRES ET AUTRES) PAR ÉQUIVALENT ADULTE	3	H	MT	U	U	4
64	REVENU DE RENTE	REVENU DE RENTE EN % DU REVENU TOTAL	3	H	MT	U	U	5
80	PART BUDGÉTAIRE DES DÉPENSES ALIMENTAIRES	DÉPENSES ALIMENTAIRES EN % DES DÉPENSES TOTALES	3	H	CT	U	A+	5
89	FLUCTUATION DES ACTIFS DU MÉNAGE	MÉNAGE EXPÉRIMENTANT UNE AUGMENTATION OU UNE BAISSÉ DE SES ACTIFS	3	H	MT	U	U	7
90	PERTE DE BIENS DU MÉNAGE	MENAGE EXPÉRIMENTANT LA PERTE DE SES BIENS	3	H	MT	U	U	7
160	INDICATEUR DU PATRIMOINE DU MÉNAGE	BIENS TANGIBLES ET AVOIRS FINANCIERS	3	H	CT	U	U	4
209	NATURE ET AMPLÉUR DES DÉPENSES ET DES ACTIVITÉS D'ÉPARGNE	UTILISATION DU REVENU PAR COMPOSANTE	3	H	CT	U	U	2
232	DÉPENDANTS	NOMBRE DE DÉPENDANTS DANS LE MÉNAGE EN INCLUANT LES INFIRMES ET LES PERSONNES ATTEINTES DE MALADIES CHRONIQUES	3	H	LT	U	U	2
233	POURVOYEURS DE REVENUS	NOMBRE DE POURVOYEURS DE REVENUS DANS LE MÉNAGE	3	H	CT	U	U	2
234	VALEUR D'UN PANIER MINIMUM D'ALIMENTS	FONDÉ SUR LES HABITUDES ALIMENTAIRES DU PAYS	3	H	CT	U	U	2
235	REVENU DU MÉNAGE		3	H	CT	U	U	2
238	MÉNAGE AYANT VENDU UNE CERTAINE QUANTITÉ OU PLUS D'UN PRODUIT AGRICOLE	PRODUITS HORTICOLES, LAIT ET PRODUITS DÉRIVÉS, LÉGUMES, CULTURES DE RENTE, CÉRÉALES ET LENTILLES, ETC.	3	H	CT	U	U	2
239	STRUCTURE DES DÉPENSES	PART DES DÉPENSES DU MÉNAGE PAR CATÉGORIES	3	H	CT	U	U	1, 2
244	MÉNAGE ACHÉTANT UNE CERTAINE QUANTITÉ DE CÉRÉALES VIVRIÈRES PAR ANNÉE		3	H	CT	U	U	2
31	ACCÈS À LA PLANIFICATION FAMILIALE	COUPLE AYANT ACCÈS À LA PLANIFICATION FAMILIALE	4	H	CT	U	A3	7
32	PRATIQUE DE LA PLANIFICATION FAMILIALE	COUPLE AYANT PRATIQUE LA PLANIFICATION FAMILIALE DURANT LES 6 DERNIERS MOIS	4	H	CT	U	A3	7
130	POSSESSION DES BIENS DE BASE	MÉNAGE POSSÉDANT DES BIENS NÉCESSAIRES DE BASE	5	H	MT	U	U	7
150	POSSESSION DES BIENS DURABLES	MÉNAGE POSSÉDANT QUELQUES-UNS (À DÉFINIR) DES ACTIFS SUIVANTS: MACHINE À COUDRE, RADIO, TV, VÉLOS, VENTILATEUR, SOFA, RÉFRÉGRATEUR, ETC.	5	H	MT	U	U	2, 4, 6
204	MATELAS MOUSSE	MÉNAGE POSSÉDANT UN MATELAS MOUSSE	5	H	CT	U	U	6
243	MONTRE, HORLOGE	MÉNAGE POSSÉDANT UNE MONTRE OU UNE HORLOGE	5	H	CT	U	U	6
265	PROPRIÉTÉ DES ACTIFS DE PRODUCTION AGRICOLE ET AUTRES		5	H	CT	U	U	1, 2
280	TERRE/RÉSIDENCE	MÉNAGE POSSÉDANT UNE TERRE EN MILIEU RURAL ET UNE MAISON EN MILIEU URBAIN	5	H	LT	U	U	6
58	ALPHABÉTISATION DE BASE	% MEMBRES DE LA FAMILLE DE 10 ANS ET PLUS QUI DANS LA FAMILLE SONT ALPHABÉTISÉS	6	H	MT	U	U	7
250	ANALPHABÉTISME ADULTE DES	MENAGE DONT LES MEMBRES AGES DE PLUS DE 14 ANS	6	H	MT	U	U	2

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GRUPE D'ÂGE	SOURCE
	MENAGES	SONT ANALPHABETES						
251	ALPHABETISME DU MENAGE	AU MOINS UN MEMBRE DU MENAGE EST ALPHABETISE	6	H	MT	U	U	6
252	EDUCATION DU CHEF DU MENAGE	CHEF DU MENAGE AYANT REÇU UNE EDUCATION SECONDAIRE	6	H	LT	U	U	6
62	NOMBRE DE PERSONNES PAR PIECES	NOMBRE D'OCCUPANTS DANS LA RESIDENCE DIVISE PAR LE NOMBRE DE PIÈCES	7	H	MT	U	U	1, 2, 5, 6
63	SURFACE D'OCCUPATION PAR PERSONNES	SURFACE PAR PERSONNES EN METRE ²	7	H	MT	U	U	2, 5
65	MATERIAUX DE RECOUVREMENT DE LA TOITURE EN MILIEU RURALE		7	H	LT	U	U	1, 2, 6, 7
66	SECURITE DE L'HABITAT	MENAGE VIVANT DANS UN HABITAT PRECAIRE	7	H	LT	U	U	2, 7
67	DROIT DE PROPRIÉTÉ SUR LA MAISON	PROPRIÉTAIRE OU LOCATAIRE DE LA MAISON	7	H	MT	U	U	7
68	LOGEMENT EN MATERIAUX DURABLES	MATERIAUX POUVANT RESISTER AU MOINS 5 ANS	7	H	LT	U	U	7
137	HABITATIONS AYANT UNE PLACE RÉSERVÉE AUX ANIMAUX	SEPARATION DES QUARTIERS RESERVES AUX HUMAINS ET AUX ANIMAUX	7	H	LT	U	U	7
253	SOURCE D'ECLAIRAGE	MENAGE UTILISANT DE L'ELECTRICITE	7	H	CT	U	U	6
255	RATIO DU LOYER PAR RAPPORT AU REVENU	PRIX DU LOYER DU MENAGE EN % DE SES DEPENSES TOTALES	7	H	CT	U	U	2
256	MATÉRIAUX DU PLANCHER DE LA MAISON		7	H	MT	U	U	2, 6
257	MATÉRIAUX DES MURS DE LA MAISON		7	H	MT	U	U	1, 2
85	ACCES A LA TERRE DES MENAGES AGRICOLES	SUPERFICIE EXPLOITÉE PAR UN MENAGE AGRICOLE	8	H	LT	U	U	7
87	MENAGE AGRICOLE SANS TERRE	MENAGE DONT LE REVENU PRINCIPAL EST AGRICOLE ET NE POSSÉDANT PAS DE TERRE.	8	H	LT	U	U	7
88	ACCES A LA PROPRIÉTÉ COMMUNE DES RESSOURCES NATURELLES	DOMAINES FORESTIER, PASTORAL, AGRICOLE, COMMUNAUTAIRE	8	H	LT	U	U	2, 7
119	DROITS DE PROPRIÉTÉ DES TERRES (1)	MENAGE AYANT UN CONTRAT DE LOCATION ET DE PARTAGE DES RÉCOLTES COMME LE MÉTAYAGE	8	H	LT	U	U	7
258	MÉNAGE SANS TERRE		8	H	LT	U	U	1, 2
260	PROPRIÉTÉ DES TERRES	MENAGE POSSEDANT UNE TERRE	8	H	MT	U	U	2, 6
149	NE PAS POUVOIR ENTERRER SES MORTS DÉCEMMENT		10	H	MT	U	U	7
266	AMPLEUR DE L'ENDETTEMENT	PERSISTANCE ET IMPORTANCE DE L'ENDETTEMENT PAR RAPPORT AU REVENU	12	H	CT	U	U	1, 2
267	SITUATION DE CRÉDIT (2)	MÉNAGE AYANT CONTRACTÉ UN EMPRUNT INSTITUTIONNEL AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES	12	H	LT	U	U	2
268	SITUATION DE CRÉDIT (1)	MÉNAGE AYANT CONTRACTÉ UN EMPRUNT INSTITUTIONNEL AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	12	H	CT	U	U	2
116	CAPACITE D'AFFRONTER LES CRISES (1)	VALEUR DE BIENS SAISIS, TERRE OU AUTRES BIENS	14	H	MT	U	U	7
139	DÉPENSES SOMPTUAIRES	NIVEAU RELATIF DES DÉPENSES POUR DES CÉRÉMONIES TRADITIONNELLES ET DES VÊTEMENTS D'APPARAT ET DES BIJOUX (VULNARIBILITÉ)	14	H	MT	U	U	7
142	SOLIDARITÉ FAMILIALE	SUPPORT DE LA FAMILLE ÉTENDUE JOUANT LE RÔLE D'UN FILET DE SÉCURITÉ INFORMEL	14	H	MT	U	U	7
274	RÉSIDENCE DU CHEF ET DE SA CONJOINTE	CHEF DU MENAGE ET SA CONJOINTE RESIDANT ACTUELLEMENT DANS LE MÉNAGE	14	H	CT	U	U	6
143	SOURCES D'ÉNERGIE DOMESTIQUE	NATURE ET QUANTITÉ DES ÉNERGIES UTILISÉES POUR LA CUISSON DES ALIMENTS: BOIS DE CHAUFFAGE,	15	H	MT	U	U	1, 2, 7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GRUPE D'ÂGE	SOURCE
		COMBUSTIBLES TRADITIONNELS, PRODUITS PETROLIERS, ÉLECTRICITÉ, DÉFECTIONS ANIMALES SÉCHÉES						
127	ACCÈS A DES SERVICES RECREATIFS	TEMPS OU DISTANCE A PARCOURIR POUR ACCEDER AUX SERVICES RÉCRÉATIFS LES PLUS PRÈS	16	H	CT	U	U	7
146	ACCÈS AU MARCHÉ (1)	TEMPS OU DISTANCE A PARCOURIR POUR ACCEDER AU MARCHÉ LE PLUS PRÈS	16	H	MT	U	U	7
206	ACCÈS A UN SYSTEME D'IRRIGATION		16	H	LT	U	U	2
286	OCCUPATION OF MÉNAGE		17	H	MT	U	U	2
287	MÉNAGE EMPLOYÉ	AU MOINS UN MEMBRE DU MÉNAGE EST EMPLOYÉ	17	H	CT	U	U	6
191	LIBERTÉ DE DÉTERMINER LA TAILLE DE SA FAMILLE		18	H	LT	U	A3+	7
271	DÉPENSES POUR DES MOTIFS LÉGAUX OU ADMINISTRATIFS	MONTANT DES DÉPENSES DU MÉNAGE POUR DES MOTIFS LÉGAUX OU ADMINISTRATIFS	18	H	CT	U	U	2, 4

NIVEAU COMMUNAUTAIRE

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GRUPE D'ÂGE	SOURCE
24	ACCÈS À UNE REPRODUCTION SÉCURITAIRE	% DES NAISSANCES NON SUPERVISÉES PAR DU PERSONNEL DE SANTÉ FORMÉ	2	C	CT	F	A3	3
25	PROTECTION MATERNELLE ANTITÉTANIQUE	% DE FEMMES ENCEINTES AYANT RECU AU MOINS DEUX DOSES D'ANTITOXINE TÉTANIQUE	2	C	CT	F	A3	7
26	PROTECTION MATERNELLE	% DE FEMMES ENCEINTES AYANT RECU DES SOINS PRÉNATAUX	2	C	CT	F	A3	7
9	POIDS A LA NAISSANCE	NOMBRE DE NOURRISSONS PESANT MOINS DE 2500gr	1	C	CT	FM	A0	2, 3
16	MALNUTRITION DES NOURRISSONS	PROPORTION DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS VICTIMES DE MALNUTRITION	1	C	CT	FM	A2	3, 4
217	CHANGEMENT DANS LE STATUT NUTRITIONNEL DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS		1	C	CT	FM	A1	2
12	MORTALITÉ INFANTILE	NOMBRE DE DÉCÈS DE NOURRISSONS DE MOINS D'UN AN PAR 1000 NAISSANCES VIVANTES DANS UNE ANNÉE DONNÉE	2	C	CT	FM	A0	1, 2, 3, 4
13	MORTALITÉ DES ENFANTS	NOMBRE DE DÉCÈS D'ENFANTS ENTRE 1 ET 5 ANS PAR 1000 NAISSANCES VIVANTES DANS UNE ANNÉE DONNÉE	2	C	CT	FM	A1	1, 2, 3
229	SOINS DES AINÉS À LA MAISON		2	C	CT	FM	A5	2
45	TAUX D'INSERTION SCOLAIRE DANS LE PRIMAIRE	NOMBRE D'ENFANTS ENTRANT EN PREMIÈRE ANNÉE D'ENSEIGNEMENT INDÉPENDAMMENT DE LEUR ÂGE, EXPRIMÉ EN % DE LA POPULATION D'ÂGE OFFICIEL D'ADMISSION AU PREMIER NIVEAU D'ENSEIGNEMENT	6	C	CT	FM	A2	4
46	TAUX DE REDOUBLEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	REDOUBLEURS AU NIVEAU PRIMAIRE EN POURCENTAGE DES INSCRIPTIONS TOTALES	6	C	CT	FM	A2	4
246	ENFANTS N'ATTAIGNANT PAS LA 5 ^{ème} ANNÉE	PROPORTION DES ENFANTS COMMENÇANT À L'ÉCOLE PRIMAIRE QUI NE POURSUIVENT PAS JUSQU'À LA 5 ^{ème} ANNÉE	6	C	MT	FM	A2	3, 4
276	IMMIGRATION (2)	TAUX D'IMMIGRATION DES INDIVIDUS, PAR ANNÉE, PAR SEXE	14	C	CT	FM	U	2
278	ÉMIGRATION (2)	TAUX D'ÉMIGRATION DES INDIVIDUS, PAR ANNÉE, PAR SEXE	14	C	CT	FM	U	2

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
200	TRAVAIL DES ENFANTS	NOMBRE D'ENFANTS AGES DE 14 ANS OU MOINS TRAVAILLANT À SALAIRE DURANT L'ANNÉE	18	C	CT	FM	A2	2
279	MARIAGE DES ENFANTS	NOMBRE DES ENFANTS (14 ANS OU MOINS) MARIÉS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	18	C	CT	FM	A2	2
147	ACCÈS AUX SOINS MÉDICAUX	COUT DES SOINS MÉDICAUX POUR LES FAMILLES	2	C	MT	U	U	7
108	ACCÈS AUX INTRANTS AGRICOLES	ACCÈS AUX SEMENCES, AUX FERTILISANTS, À L'EAU ET AUX PESTICIDES	3	C	MT	U	U	7
109	ACCÈS AUX INTRANTS POUR L'INDUSTRIE EN MILIEU RURAL	ACCÈS AUX INTRANTS POUR L'INDUSTRIE ARTISANNALE ET L'AGRO-INDUSTRIE EN MILIEU RURAL	3	C	MT	U	U	7
52	RAPPORT DE MANUEL PAR ÉLÈVE	MOYENNE DU NOMBRE DE MANUELS PAR ÉLÈVE	6	C	CT	U	A2	5
53	RÉSULTATS D'APPRENTISSAGE SCOLAIRE	MESURES DE L'APPRENTISSAGE SCOLAIRE EN UTILISANT UN SYSTÈME D'ÉVALUATION APPROPRIÉ	6	C	CT	U	A2	4
54	ACCÈS AUX SERVICES ÉDUCATIFS	INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DISPONIBLES POUR LES MÉNAGES DANS UN RAYON GÉOGRAPHIQUE RAISONNABLE: ÉCOLE PRIMAIRE, ÉCOLE SECONDAIRE, CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE	6	C	MT	U	A+	2, 4
148	ACCÈS À L'ÉDUCATION	FRAIS D'ÉDUCATION POUR LES FAMILLES	6	C	MT	U	A1-A2	7
245	ACCÈS AUX MÉDIAS	JOURNAUX, RADIO, TV	6	C	MT	U	U	2
254	CHANGEMENT DE TOITURE	NOMBRE DE MÉNAGES AYANT CHANGÉ LEUR TOITURE DE CHAUMES EN TUILE, TÔLE OU BÉTON	7	C	CT	U	U	2
207	NOMBRE D'ARBRES PLANTÉS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	TERRITOIRES PRIVÉS, PUBLICS	8	C	CT	U	U	2, 4
208	NOMBRE D'ANIMAUX MORTS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE	VACHES, BUFFLES, CHÈVRES	8	C	CT	U	U	2
93	VULNÉRABILITÉ AUX EXPULSIONS FINANCIÈRES	VULNÉRABILITÉ AUX EXPULSIONS DÉCOULANT DES CONFLITS DE PROPRIÉTÉ ET DE LITIGES NON FONDÉS	9, 18	C	MT	U	U	2, 7
96	VULNÉRABILITÉ AUX DÉSORDRES NATURELS	INONDATIONS, TREMBLEMENTS DE TERRE, ÉROSION DES BERGES	14	C	LT	U	U	7
97	VULNÉRABILITÉ AUX MAUVAISES RÉCOLTES ET AUX FLUCTUATIONS DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES		14	C	CT	U	U	2, 7
138	INCIDENCE DES EXCLUS DANS LA COMMUNAUTÉ	SANS DOMICILES: ITINÉRANT, REVENDEURS, PROSTITUÉS, TOXICOMANES ET AUTRES CATÉGORIES NON DOCUMENTÉES, SQUATTERS, ALCOOLISME	14	C	MT	U	U	4
272	MÉNAGE EN CRISE	% DES MÉNAGES FACENT À UNE CRISE, PAR TYPE	14	C	CT	U	U	1
273	MESURES POUR FAIRE FACE À LA CRISE	MESURES PRISES POUR FAIRE FACE À LA CRISE, PAR TYPE	14	C	CT	U	U	1
275	IMMIGRATION (1)	NOMBRE DE MÉNAGES QUI ONT IMMIGRÉ DURANT UNE ANNÉE	14	C	CT	U	U	2
277	ÉMIGRATION (1)	NOMBRE DE MÉNAGES QUI ONT ÉMIGRÉ DURANT UNE ANNÉE	14	C	CT	U	U	2
145	ACCÈS AU MARCHÉ	COÛT DU TRANSPORT POUR SE RENDRE AU MARCHÉ LE PLUS RAPPROCHÉ	16	C	MT	U	U	5
201	SERVICES D'APPUI TECHNIQUES (1)	SERVICES ACCESSIBLES AUX MEMBRES DU MÉNAGE	16	C	CT	U	U	2
202	SERVICES D'APPUI TECHNIQUES (2)	SERVICES OFFERTS PAR L'ÉTAT ACCESSIBLE AUX MEMBRES DU MÉNAGE	16	C	CT	U	U	2
203	BOUTIQUES	NOMBRE DE BOUTIQUES	16	C	CT	U	U	2
281	PROXIMITÉ DE LA VILLE	TEMPS MOYEN POUR ATTEINDRE LA VILLE LA PLUS PRÈS	16	C	MT	U	U	2
288	SALARIÉS	NOMBRE DE TRAVAILLEURS SALARIÉS	17	C	MT	U	U	2
289	TRAVAILLEURS FERMIS PERMANENTS	NOMBRE DE TRAVAILLEURS FERMIS PERMANENTS	17	C	MT	U	U	2

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
94	ACCES A LA PROTECTION ADMINISTRATIVE ET LÉGALE (AIDE JURIDIQUE)	ACCES A DES MESURES SPECIALES DE PROTECTION ADMINISTRATIVE ET LEGALE	18	C	LT	U	U	2, 7
161	DROITS CIVILS (1)	DROIT D'ASSOCIATION ET D'ASSEMBLÉE	18	C	LT	U	U	7

NIVEAU RÉGIONAL

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FRÉQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
18	DOCTEURS	NOMBRE DE DOCTEURS PAR 100 000 HABITANTS	2	R	LT	U	U	3, 5
19	POPULATION PAR AUXILIAIRE MEDICAL	NOMBRE DE PERSONNES PAR AUXILIAIRE MEDICAL	2	R	MT	U	U	5
20	AUXILIAIRES MEDICAL	NOMBRE D'AUXILIAIRES DE SANTE PAR 1000 HABITANTS	2	R	MT	U	U	3
21	TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE	NOMBRE DE FEMMES MORTENT EN COUCHE PAR 100 000 NAISSANCES VIVANTES	2	R	MT	F	A3	3, 4
39	TAUX D'UTILISATION DE RÉHYDRATANTS ORAUX	PROPORTION DE DIARHÉES AIGUES CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS TRAITÉES PAR L'ADMINISTRATION DE SELS OU SOLUTIONS RÉHYDRATANTES MAISON, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A1	3
221	CAS DE SIDA	NOMBRE DE CAS DE SIDA PAR 100 000 PERSONNES, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A+	3
222	CAS DE MALARIA	NOMBRE DE CAS DE MALARIA PAR 100 000 PERSONNES, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A+	3
224	CAS DE GLOÏTRE	NOMBRE DE CAS DE GLOÏTRE PAR 100 000 PERSONNES, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A+	2
225	CAS D'AVEUGLEMENT NOCTURE	NOMBRE DE CAS D'AVEUGLEMENT NOCTURE PAR 100 000 PERSONNES, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A+	2
227	CAS DE TUBERCULOSE	NOMBRE DE CAS DE TUBERCULOSE PAR 100 000 PERSONNES, PAR SEXE	2	R	MT	FM	A+	3
72	TAUX DE REMUNERATION REEL D'UN OUVRIER AGRICOLE	REMUNERATION DES SALARIÉS AGRICOLES PAR SEMAINE EN PRIX CONSTANTS OBTENU EN DÉFLATANT LE SALAIRE NOMINAL PAR SALARIÉ PAR L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION DU PAYS (RÉGION) , PAR SEXE	3	N, R	CT	FM	A3+	5
73	TAUX DE REMUNERATION D'UN MANŒUVRE	REMUNERATION HEBDOMADAIRE D'UN MANŒUVRE NON-QUALIFIÉ QUI N'A PAS D'AUTRES SOURCES DE REVENU, PAR SEXE	3	N, R	CT	FM	A3+	1, 5
78	PRIX DES PRODUITS PROVENANT DE L'AGRICULTURE LOCALE	VALEUR SUR LE MARCHÉ DE LA PRODUCTION AGRICOLE SPÉCIFIQUEMENT PRODUITE PAR LES PAUVRES	3	R	CT	U	U	7
83	PRIX DES DENRÉES DE BASE	COUT UNITAIRE D'UNE DENREE DE BASE EXPRIMÉE EN PROPORTION DU TAUX MOYEN DU SALAIRE JOURNALIER	3	R	CT	U	U	7
241	TAUX DE SALAIRE MOYEN DANS LE SECTEUR AGRICOLE, PAR SEXE		3	N, R	CT	FM	A3+	1, 2
242	INFLATION	CHANGEMENT DE L'IPC DANS LES RÉGIONS RURALES ET URBAINES	3	R	CT	U	U	2
44	TAUX DE RÉUSSITE SCOLAIRE AU PRIMAIRE	PROPORTION D'ENFANTS, PAR SEXE, INSCRITS À LA PREMIÈRE ANNÉE D'ENSEIGNEMENT DU CYCLE PRIMAIRE	6	R	LT	FM	A2	7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GRUPE D'ÂGE	SOURCE
		QUI ACHEVENT CE CYCLE AVEC SUCCES						
47	TAUX DE TRANSITION DU PRIMAIRE AU SECONDAIRE	NOMBRE D'ELEVES, PAR SEXE, ENTRANT DANS L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL SECONDAIRE EXPRIMÉ EN % DU NOMBRE TOTAL D'ÉLÈVES SE TROUVANT EN DERNIÈRE CLASSE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE	6	R	MT	FM	A2	4
48	RATIO BRUT D'INSCRIPTIONS AU PRIMAIRE	NOMBRE D'ETUDIANTS, PAR SEXE, INSCRITS AU PRIMAIRE QUI SONT OU NON EN ÂGE D'Y ÊTRE EXPRIMÉ EN % DE LA POPULATION EN ÂGE D'Y ÊTRE	6	R	MT	FM	A2	1, 2, 4
49	RATIO NET D'INSCRIPTIONS AU PRIMAIRE	NOMBRE D'ETUDIANTS, PAR SEXE, INSCRITS AU PRIMAIRE QUI SONT EN ÂGE D'Y ÊTRE EXPRIMÉ EN % DE LA POPULATION EN ÂGE D'Y ÊTRE	6	R	MT	FM	A2	1, 2, 4
50	NOMBRE DE PROFESSEURS QUALIFIES	% DES ENSEIGNANTS FORMES SELON LES CRITERES NATIONAUX POUR CHAQUE NIVEAU	6	R	MT	U	A2	4
51	RAPPORT ÉLÈVE - ENSEIGNANT AU PRIMAIRE	MOYENNE DU NOMBRE DES ÉLÈVES PAR ENSEIGNANT AU PRIMAIRE	6	R	MT	U	A2	5
59	TAUX D'ABANDON SCOLAIRE, PAR SEXE		6	R	CT	FM	A2	1, 5
61	TEMPS DE COURS		6	R	CT	U	U	7
247	TAUX NET D'INSCRIPTION AU SECONDAIRE	NOMBRE D'ETUDIANTS, PAR SEXE, INSCRITS AU PRIMAIRE QUI SONT EN ÂGE D'Y ÊTRE EXPRIMÉ EN % DE LA POPULATION EN ÂGE D'Y ÊTRE	6	R	MT	FM	A2	2, 3, 4
259	DISTRIBUTION DES TERRES PAR TAILLE ET CONTRAT DE LOCATION		8	R	LT	U	U	1, 2
91	INCIDENCE DU CRIME	NOMBRE DE VICTIMES DE CRIME PAR TYPE (MEURTRE, VIOL, AGRESSION, VOL, ECT) PAR CAPITA, PAR SEXE	9	R	MT	FM	A+	2, 7
92	INCIDENCE DES COMBATS ARMÉS	NOMBRE DE VICTIMES DANS LES COMBATS ARMÉS	9	R	MT	U	U	2, 7
56	DEPENSES MOYENNES D'EDUCATION PAR ENFANT INSCRIT	DEPENSES ENGAGEES POUR LE FONCTIONNEMENT, L'ADMINISTRATION, L'INSPECTION ET L'APPUI DES ÉCOLES, L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET LES SERVICES ANNEXES	11	R	CT	U	A2	4
95	DEPENSES DE PROTECTION ADMINISTRATION ET LÉGALE	DEPENSES ADMADMINISTRATIVES ET LÉGALES DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION, PAR CAPITA.	11	R	LT	U	U	7
103	DEPENSES PUBLIQUES TOTALES EN MILIEU RURAL	DEPENSES PUBLIQUES TOTALES POUR LES REGIONS RURALES, PAR CAPITA.	11	R	MT	U	U	7
104	DÉPENSES PUBLIQUES D'EDUCATION DE SANTÉ DE BASE	DÉPENSES ALLOUÉES À L'EDUCATION PRIMAIRE À L'ÉDUCATION TECHNIQUE ET AUX SOINS DE SANTE PRIMAIRES (PHC), PAR CAPITA.	11	R	MT	U	U	1, 2, 7
105	DÉPENSES PUBLIQUES EN AGRICULTURE ET DANS LE SECTEUR INFORMEL RURAL	% TOTAL DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS L'AGRICULTURE ET DANS LE SECTEUR INFORMEL RURAL	11	R	MT	U	U	2, 7
106	CREDIT INSTITUTIONNEL	EXTENSION DU CREDIT INSTITUTIONNEL	12	R	MT	U	U	1, 2, 7
107	CRÉDIT NON-INSTITUTIONNEL	EXTENSION DU CRÉDIT NON-INSTITUTIONNEL	12	R	MT	U	U	1, 2, 7
99	DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE (1)	% DE LA POPULATION DANS LES INDUSTRIES ARTISANALES ET RURALES	14	R	LT	U	U	7
100	DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE (2)	% DE LA POPULATION DANS LES SECTEURS INFORMELS ET DE SERVICES	14	R	LT	U	U	7
101	DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE (3)	% DE LA POPULATION DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS ET MANUFACTURIERS	14	R	LT	U	U	7
102	DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE (4)	DEGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRO-INDUSTRIE DANS LA RÉGION	14	R	LT	U	U	7
75	CHÔMAGE	PERSONNE SANS EMPLOI À LA RECHERCHE D'UN TRAVAIL	17	R	CT	FM	A3+	1, 2, 7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
		REMUNERE OU D'UN TRAVAIL INDEPENDANT, PAR SEXE						
282	OPPORTUNITES D'EMPLOI POUR LES AÎNÉS		17	R	MT	U	A5	2

NIVEAU DU PAYS

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FRÉQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
15	INDICE SYNTHETIQUE DE FERTILITE	MOYENNE PONDEREE DES TAUX DE FERTILITE PAR GROUPE D'ÂGE	2	P	LT	F	U	3, 4
249	REPRÉSENTATION FÉMININE AU NIVEAU POSTSECONDAIRE	% DES FEMMES INSCRITES DANS DES ÉCOLES POSTSECONDAIRES ET DES UNIVERSITÉS	6	P	LT	F	A3	3
152	INDICATEUR DE LA PARTICIPATION DES FEMMES (IPF)	% DES FEMMES (1) REPRÉSENTANTES PARLEMENTAIRES (2) OCCUPANT DES FONCTIONS DE DIRECTION ET DE CADRES SUPÉRIEURS, (3) DE CADRES ET DE TECHNICIENNES	13	P	MT	F	A3+	3
194	SIÈGES PARLEMENTAIRES DETENUS PAR DES FEMMES	NOMBRE DE SIÈGES DETENUS PAR DES FEMMES AU PARLEMENT EN % DU NOMBRE TOTAL DE SIÈGES AU PARLEMENT	13	P	MT	F	A3+	3
195	REPRÉSENTATION FÉMININE DANS LES POSTES ADMINISTRATIFS ET DE DIRECTION	NOMBRE DE FEMMES ADMINISTRATRICES OU DIRECTRICES EN % DU NOMBRE TOTAL D'ADMINISTRATEURS ET DE DIRECTEURS	17	P	MT	F	A3+	3
196	REPRÉSENTATION FÉMININE CHEZ LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS ET LES TECHNICIENS	NOMBRE DE FEMMES PROFESSIONNELLES ET TECHNICIENNES EN % DU NOMBRE TOTAL DES PROFESSIONNELS ET DES TECHNICIENS	17	P	MT	F	A3+	3
176	DROITS DES FEMMES	ÉGALITÉ POLITIQUE ET LÉGALE DES FEMMES	18	P	LT	F	A2+	7
290	REPRÉSENTATION FÉMININE AU NIVEAU MINISTÉRIEL	NOMBRE DE FEMMES AU NIVEAU MINISTÉRIEL EN % DE TOUS LES EMPLOYÉS AU NIVEAU MINISTÉRIEL	18	P	CT	F	A3+	3
291	REPRÉSENTATION FÉMININE AU GOUVERNEMENT À TOUS LES NIVEAUX	NOMBRE DE FEMMES AU GOUVERNEMENT À TOUS LES NIVEAUX EN % DE TOUS LES EMPLOYÉS AU GOUVERNEMENT	18	P	CT	F	A3+	3
14	ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE	NOMBRE D'ANNÉES QU'UN NOUVEAU-NÉ VIVRAIT S'IL ÉTAIT SUJET AUX RISQUES MORTELS PRÉVALANT POUR LA POPULATION COUPÉE TRANSVERSALEMENT AU MOMENT DE SA NAISSANCE, PAR SEXE	2	P	LT	FM	U	1, 3, 4
40	TAUX DE MORTALITÉ PAR GROUPE D'ÂGE, PAR SEXE	NOMBRE DE DÉCÈS PAR GROUPE D'ÂGE, PAR SEXE, PAR 1000 PERSONNES VIVANTES DE CE GROUPE D'ÂGE ET DE CE SEXE DANS UNE ANNÉE	2	P	MT	FM	A+	2, 3
223	PERSONNES AYANT UNE INFIRMITÉ	NOMBRE DE PERSONNES AYANT UNE INFIRMITÉ EN % DE LA POPULATION TOTALE, PAR SEXE	2	P	MT	FM	A+	2, 3
74	PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOIS SPÉCIFIQUEMENT CRÉÉS PAR UN PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS, PAR SEXE	3	P	CT	FM	A3+	4
248	TAUX D'INSCRIPTION AU NIVEAU POSTSECONDAIRE	NOMBRE D'ÉLÈVES, PAR SEXE, ENTRE 20 ET 24 ANS, INSCRITS DANS DES ÉCOLES POSTSECONDAIRES ET DES UNIVERSITÉS EN % DE LA POPULATION ENTRE 20 ET 24 ANS	6	P	LT	FM	A3	3, 4
157	EMPLOI: TAUX GLOBAL D'ACTIVITÉ (2)	RAPPORT ENTRE LA POPULATION ACTIVE ET LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER, PAR SEXE	17	P	CT	FM	A3+	2, 4
158	TAUX DE CHOMAGE REEL	NOMBRE D'ACTIFS S'ÉTANT DÉCLARÉS SANS TRAVAIL ET N'AYANT REÇU AUCUN REVENU SUR LE NOMBRE TOTAL D'ACTIFS, PAR SEXE	17	P	CT	FM	A3+	2, 4
1	PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR CAPITA	VALEUR DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN EXCLUANT LA NOURRITURE POUR LES ANIMAUX, LES GRAINES POUR L'AGRICULTURE ET LA NOURRITURE PERDUE LORS DE TRANSFORMATIONS	1	P	MT	U	U	3,4
3	CALORIE DISPONIBLE PAR JOUR PAR CAPITA	MESURÉ À PARTIR DE LA PRODUCTION AGRICOLE	1	P	MT	U	U	3
215	APPORT JOURNALIER EN GRAS PAR CAPITA	L'ÉQUIVALENT EN GRAS DE L'OFFRE ALIMENTAIRE NETTE (PRODUCTION LOCALE PLUS LES IMPORTATIONS MOINS LES	1	P	CT	U	U	3

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
		EXPORTATIONS) DANS UN PAYS, DIVISE PAR LA POPULATION, PAR JOUR						
216	APPORT JOURNALIER EN PROTEINES PAR CAPITA	L'EQUIVALENT EN PRTOEINES DE L'OFFRE ALIMENTAIRE NETTE (PRODUCTION LOCALE PLUS LES IMPORTATIONS MOINS LES EXPORTATIONS) DANS UN PAYS, DIVISÉ PAR LA POPULATION, PAR JOUR	1	P	CT	U	U	3
77	INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU (IPC)	L'INDICE DOIT TENIR COMPTE DE LA COMPOSITION DU PANIER DE PROVISION DES PAUVRES	3	P	CT	U	U	7
79	TERMES D'ECHANGE RURAUX	PRIX DE GROS DES CEREALES DIVISE PAR LE PRIX DE GROS DES BIENS MANUFACTURÉS	3	P	CT	U	U	5
81	PRODUCTION AGRICOLE	VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN TERME DE PRIX	3	P	MT	U	U	5
82	VALEUR AJOUTÉE DE L'AGRICULTURE		3	P	MT	U	U	5
98	DISTRIBUTION PAR SECTEUR DES TRAVAILLEURS RURAUX		3	P	LT	U	U	7
153	CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN % DE LA CONSOMMATION TOTALE DES MÉNAGES	VALEUR CALCULÉE D'APRÈS LES DÉTAILS DU PIB	3	P	MT	U	U	4
156	PIB PAR CAPITA	VALEUR DE TOUS LES BIENS ET SERVICES FINIS PRODUITS DANS L'ECONOMIE, DIVISÉE PAR LA POPULATION	3	P	CT	U	U	2, 4
192	PIB RÉEL AJUSTÉ PAR CAPITA (1)	SOIT Y= PIB RÉEL PAR CAPITA ET Y*=REVENU MOYEN MONDIAL. LE PIB RÉEL AJUSTÉ PAR CAPITA CALCULATÉ AVEC LA FORMULE D' ATKINSON EST ALORS DONNÉ PAR: = Y* IF 0<Y*<Y = Y* + 2[(Y-Y*) ^{1/2}] IF Y*<Y<2Y = Y* + 2(Y* ^{1/2}) + 3[(Y-2Y*) ^{1/3}] IF 2Y*<Y<3Y*	3	P	CT	U	U	3
193	PIB RÉEL AJUSTÉ PAR CAPITA (2)	SOIT Y= PIB RÉEL PAR CAPITA, LE PIB RÉEL AJUSTÉ PAR CAPITA EST ALORS DONNÉ PAR: = (LOG Y - LOG Y _{MIN}) / (LOG Y _{MAXI} - LOG Y _{MIN})	3	P	CT	U	U	3
231	PERSONNES VIVANT AVEC MOINS DE 1\$ PAR JOUR	% DES PERSONNES VIVANT AVEC MOINS DE 1\$ PAR JOUR A PARITÉ DU POUVOIR D'ACHAT	3	P	CT	U	U	4
33	DÉPENSES PUBLIQUES DE SANTÉ	DES DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ PER CAPITA	11	P	CT	U	U	1, 2, 4
261	DÉPENSES PUBLIQUES SUR LES ÉTUDES SUPÉRIEURES	DÉPENSES PUBLIQUES SUR LES ÉTUDES SUPÉRIEURES EN % DES DÉPENSES À TOUS LES NIVEAUX	11	P	CT	U	A2	3, 4
262	DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ (1)	DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ EN % DU PIB	11	P	CT	U	U	1, 2, 4
263	DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ (2)	DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ EN % DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES	11	P	CT	U	U	1, 2, 4
264	VARIATIONS RÉELLES DES INVESTISSEMENTS GOUVERNEMENTAUX DANS LES PROGRAMMES PUBLICS DE BIEN-ÊTRE		11	P	CT	U	U	2
283	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION (1)	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION EN % DU PIB	11	P	CT	U	A2+	1, 3, 4
284	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION (2)	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION EN % DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES	11	P	CT	U	A2+	1, 3, 4
285	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE	DÉPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE EN % DES DÉPENSES À TOUS LES NIVEAUX	11	P	CT	U	A2	3, 4
162	DROITS CIVILS (2)	DROITS A L'INFORMATION, A LA LIBRE EXPRESSION ET LA LIBERTÉ D'ENSEIGNER	18	P	LT	U	U	7

NO	TITRE	DESCRIPTION	DOMAINE	NIVEAU	FREQUENCE	SEXE	GROUPE D'ÂGE	SOURCE
163	DROITS CIVILS (3)	DROITS DE SURVEILLANCE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS	18	P	LT	U	U	7
164	DROITS CIVILS (4)	LANGUES PROPRES AUX GROUPES ETHNIQUES NON CONTRAINTES	18	P	LT	U	U	7
165	DROITS CIVILS (5)	PROTECTION DE L'ETAT CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ DES ENFANTS ET DES ADULTES	18	P	LT	U	U	7
166	DROITS CIVILS (6)	PROTECTION CONTRE LES ASSASINATS EXTRAJUDICIAIRES, LES ENLÈVEMENTS	18	P	MT	U	U	7
167	DROITS CIVILS (7)	PROTECTION CONTRE LA TORTURE ET LA CONTRAINTE	18	P	MT	U	U	7
168	DROITS CIVILS (8)	PROTECTION CONTRE LA PEINE CAPITALE, LES CHATIMENTS CORPORELS, LES DÉTENTIONS ARBITRAIRES	18	P	MT	U	U	7
169	DROITS CIVILS (9)	PROTECTION CONTRE L'INSCRIPTION OBLIGATOIRE DANS DES ORGANISATIONS ET DES PARTIES	18	P	MT	U	U	7
170	DROITS CIVILS (10)	PROTECTION CONTRE L'IDÉOLOGIE OU LA RELIGION D'ETAT DANS LES ÉCOLES	18	P	MT	U	U	7
171	DROITS CIVILS (11)	PROTECTION CONTRE LE CONTRÔLE DE L'ART	18	P	MT	U	U	7
172	DROITS CIVILS (12)	PROTECTION CONTRE LA CENSURE POLITIQUE DE LA PRESSE	18	P	MT	U	U	7
173	DROITS CIVILS (13)	PROTECTION CONTRE LA CENSURE DU COURRIER	18	P	MT	U	U	7
174	DROITS POLITIQUES (1)	DROIT DE SE CONSTITUER EN OPPOSITION POLITIQUE PACIFIQUE	18	P	MT	U	U	7
175	DROITS POLITIQUES (2)	ELECTIONS MULTIPARTISTES AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET SECRET	18	P	LT	U	U	7
177	DROITS DES MINORITES	ÉGALITÉ SOCIALE ET ECONOMIQUE DES MINORITES ETHNIQUES	18	P	LT	U	U	7
178	DROITS D'EXPRESSION	INDEPENDANCE DES EDITEURS DE LA PRESSE, DES RÉSEAUX DE RADIO ET DE TÉLÉVISION	18	P	LT	U	U	7
179	INDEPENDANCE DES TRIBUNAUX		18	P	LT	U	U	7
180	INDEPENDANCE DES SYNDICATS		18	P	LT	U	U	7
181	DROIT À LA NATIONALITÉ	DROIT LÉGAL D'OBTENIR LA NATIONALITÉ	18	P	LT	U	U	7
182	PRÉSUMPTION D'INNOCENCE	PRÉSUMPTION D'INNOCENCE JUSQU'À CE QUE LA CULPABILITÉ SOIT PROUVÉE	18	P	LT	U	U	7
183	DROIT A L'ASSISTANCE JURIDIQUE	AIDE LÉGALE GRATUITE LORSQUE NECESSAIRE ET LIBRE CHOIX DU CONSEIL	18	P	LT	U	U	7
184	DROIT A UNE JUSTICE EXPEDITIVE ET OUVERTE		18	P	LT	U	U	7
185	PROTECTION CONTRE LES ABUS DE LA POLICE	PROTECTION CONTRE LES PERQUISITIONS SANS MANDAT	18	P	LT	U	U	7
186	DROIT A LA PROPRIÉTÉ	PROTECTION CONTRE LA SAISIE ARBITRAIRE DES PROPRIÉTÉS PERSONNELLES	18	P	LT	U	U	7
187	LIBERTÉ DE CHOIX DU CONJOINT MATRIMONIAL	LIBERTÉ INDIVIDUELLE DE SE MARIER CIVILEMENT AVEC UN CONJOINT D'UNE AUTRE RACE OU RELIGION	18	P	LT	U	U	7
188	LIBERTÉS INDIVIDUELLES	ÉGALITÉ DES SEXES DURANT LE MARIAGE ET DANS LES PROCÉDURES DE DIVORCE	18	P	LT	U	A3+	7
189	LIBERTÉS INDIVIDUELLES	HOMOSEXUALITÉ ENTRE ADULTES CONSENTANTS	18	P	LT	U	A3+	7
190	LIBERTÉ DE PRATIQUE RELIGIEUSE		18	P	LT	U	A3+	7